

ACTIVITÉS DES DIVISIONS RÉGIONALES



En 2002, les activités des cinq divisions régionales du Fonds ont convergé vers la réalisation des objectifs fixés dans le cadre stratégique et dans leurs stratégies régionales respectives.

Division Afrique I: Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Le renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations est un élément central de tous les projets approuvés en 2002 pour la région. Au Cameroun, par exemple, le projet d'appui au développement communautaire aidera à développer le capital social des ruraux pauvres dans une région couvrant les zones forestière et sahélienne du pays. À cette fin, un appui sera fourni aux organisations à assise communautaire et aux institutions locales de développement pour promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle et mettre en place des processus participatifs de planification du développement local qui permettent aux groupes traditionnellement marginalisés de se faire entendre. Au Niger, le projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié, qui en est à sa deuxième phase, vise à consolider les résultats novateurs obtenus pendant la première phase en continuant de renforcer les processus décentralisés de prise de décisions et les consultations entre les communautés rurales et les prestataires de services publics et privés.

Au Nigéria, l'un des principaux objectifs du programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger est de faire en sorte que les organisations qui représentent les pauvres puissent influencer davantage sur la planification et l'utilisation des ressources publiques dans le contexte d'une administration décentralisée. Le programme tend à renforcer les capacités aux échelons des villages, des sous-districts et des districts pour que les deniers publics soient alloués à des activités en faveur des pauvres et que les prestataires de services soient sensibles aux besoins des usagers pauvres. Du fait des relations toujours tendues qui ont existé entre le gouvernement fédéral, les gouvernements des États, les sociétés pétrolières et la population locale, les conditions dans lesquelles les activités doivent être réalisées sont particulièrement délicates. Des mécanismes de règlement des conflits constituent des éléments clés des processus de consultation et de prise de décisions appuyés par le programme.

Dans de nombreuses localités de la région, la pression démographique sur la terre et les ressources hydrauliques s'est intensifiée, ce qui s'est traduit souvent par un degré alarmant de dégradation des ressources naturelles. La division s'attachera tout particulièrement, dans ces localités, à *promouvoir un accès équitable aux ressources naturelles productives* en appuyant la génération et la diffusion de technologies agricoles et de méthodes de gestion des ressources naturelles améliorées, ce qui, à son tour, permettra une intensification durable ainsi qu'une diversification des sources de revenus agricoles et non agricoles. Le projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié, au Niger, ainsi que le programme susmentionné réalisé dans le delta du Niger encouragent la restauration et l'utilisation respectueuse de l'environnement des ressources naturelles en appuyant simultanément des améliorations durables des moyens de subsistance des populations les plus démunies. Le projet de développement agricole durable en Guinée forestière fournit une assistance technique et financière pour: restructurer les institutions communautaires; accroître la productivité agricole et renforcer la protection de l'environnement au moyen de microprojets; remettre en état les puits et les routes d'accès; mettre en place un système de distribution des intrants agricoles et fournir des services financiers aux ruraux pauvres; financer la fourniture de services de vulgarisation agricole et des recherches pragmatiques. Chacun de ces programmes est fondé sur une approche à forte participation communautaire de la gestion des ressources naturelles axée sur de nouvelles activités économiques et respectueuses de l'environnement comme la pisciculture, le petit élevage, l'horticulture ou l'artisanat.

Les efforts d'amélioration de la productivité agricole ne pourront être couronnés de succès que s'ils sont liés à l'élargissement des débouchés. Les tendances démographiques évoquées ci-dessus encouragent une intensification de l'agriculture et offrent ainsi aux pauvres l'occasion *d'avoir plus facilement accès aux services financiers et aux marchés*. Au Ghana, la phase II du projet en faveur des petites entreprises rurales permettra d'améliorer les revenus et les conditions de vie des ruraux pauvres en créant des emplois, y compris des emplois indépendants, et en générant des revenus additionnels. Plus particulièrement, elle visera à améliorer la productivité, la qualité des produits et la production des petites entreprises et microentreprises rurales non agricoles et, indirectement, à stimuler la productivité agricole.

En Mauritanie, la phase II du projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama tend à accroître les possibilités de gains des groupes les plus pauvres en les aidant à exploiter le vaste potentiel agricole mis en valeur pendant la première phase du projet ainsi qu'à identifier les possibilités existantes et à en bénéficier. Il est prévu de diffuser des savoir-faire techniques et de gestion, de faciliter l'accès aux marchés et de promouvoir la création de services financiers locaux viables.

L'année écoulée a été marquée par d'intenses efforts de *concertation et de création de partenariats* tendant à dégager une vision commune de la marche à suivre dans la lutte contre la pauvreté rurale. Pour valider et finaliser la stratégie élaborée par le FIDA pour la région, il a été organisé des séminaires sous-régionaux en Afrique de l'Ouest (à Dakar, Sénégal, en janvier) et en Afrique du Centre (à Yaoundé, Cameroun, en mai). Un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie régionale a été élaboré lors d'un atelier tenu à Cotonou (Bénin) en octobre. Chacune de ces réunions a rassemblé plus de 100 participants de la région, dont des membres du personnel des projets, des représentants des gouvernements, d'organismes donateurs et d'institutions coopérantes ainsi que d'organisations régionales, d'ONG et d'organisations d'agriculteurs. En outre, le FIDA a contribué à associer plus étroitement les parties prenantes clés à l'élaboration de la composante agricole du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en appuyant, par le Réseau des organisations d'agriculteurs d'Afrique de l'Ouest, un atelier qui a débouché sur la formulation d'une proposition par les agriculteurs, grâce à quoi les organisations d'agriculteurs seront désormais consultées plus systématiquement au sujet des orientations et des activités futures du NEPAD. Le Fonds a également fourni un appui à plusieurs organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest pour les aider à préparer leur contribution sur les activités de développement sectoriel envisagées dans le cadre du NEPAD lors d'un atelier tenu à Dakar les 30 et 31 juillet. La réunion a passé en revue le plan d'action pour la mise en œuvre de la composante agricole du NEPAD et la dernière version de la proposition de la FAO concernant le développement du secteur agricole. Les participants ont mis au point un cadre logique pour les activités du NEPAD dans ce secteur et le Comité permanent inter-États pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel s'est engagé à élaborer un document de stratégie fondé sur les résultats de l'atelier. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a fait savoir qu'elle organiserait un forum auquel seraient invités à participer des représentants de ces pays, de la société civile et des donateurs pour peaufiner et valider la proposition.

Le FIDA a approuvé des programmes au titre de l'Initiative renforcée pour l'allègement de la dette pour le Burkina Faso, le Ghana et la Sierra Leone. Étant donné que le lancement d'une initiative PPTE est subordonné au règlement du problème des arriérés, le Fonds a entamé des pourparlers avec les Gouvernements de la République centrafricaine et de la République démocratique du Congo ainsi qu'avec les institutions de Bretton Woods et il a été convenu que le règlement des arriérés devait être traité non pas de façon dispersée mais dans une optique globale. À la suite de ces pourparlers, il a été conclu en décembre avec les autorités de la République démocratique du Congo un accord de règlement des arriérés qui sera soumis au Conseil d'administration du FIDA en 2003.

Les conflits et le VIH/sida sont apparus ces dernières années comme les principaux facteurs qui menacent ces systèmes de subsistance des populations rurales de la région. Grâce à un don de l'Italie pour un programme d'aide postconflictuelle à l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA a entrepris des activités au Congo, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone. Ces initiatives tendent à appuyer la relance de la production agricole grâce à la distribution d'intrants essentiels, particulièrement de semences et d'outils, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire dans les régions affectées par la guerre. Elles reposent sur le renforcement des capacités de planification du développement et des moyens logistiques des ONG locales et les autres institutions des Nations Unies seront appelées à y contribuer. Les activités tendant à atténuer l'impact du VIH/sida sont systématiquement intégrées aux projets appuyés par le Fonds pour atteindre les communautés et les ménages ruraux pauvres, comme c'est le cas au Bénin et en Côte d'Ivoire, en association avec les organismes donateurs spécialisés et les ONG.

Enfin, le Conseil d'administration du Fonds a approuvé un DAT pour la deuxième phase du réseau FIDAFRIQUE, qui a pour objectif général d'accroître l'impact des projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre grâce à la génération et à la diffusion d'informations sur le développement rural et la réduction de la pauvreté. Ce réseau s'adresse aux directeurs de projets et au personnel du FIDA, aux réseaux régionaux de parties prenantes et aux représentants locaux des ruraux pauvres et organisations d'agriculteurs. Le programme tend à renforcer les capacités de gestion de l'information et les supports d'information de nature à contribuer directement ou indirectement à réduire la pauvreté dans la région grâce au développement agricole et rural.

Division Afrique II: Afrique orientale et australe

21 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Cette année, le programme régional a été exécuté dans des conditions difficiles. L'Afrique australe a souffert de la sécheresse et a été menacée de famine; la conjoncture internationale a appauvri aussi bien les agriculteurs que les gouvernements d'Afrique orientale tandis que l'épidémie de VIH/sida continue de décimer d'innombrables communautés rurales. Il existe néanmoins des exemples positifs de développement des petites exploitations et de renforcement des institutions et, dans une bonne partie de la région, la tendance à une ouverture et à une transparence accrues de la gouvernance a persisté.

La division a présenté en février sa stratégie régionale et son évaluation de la pauvreté dans la région et exposé en détail son plan de mise en œuvre du cadre stratégique du Fonds en Afrique orientale et australe. Pendant toute l'année, elle a poursuivi et intensifié ses efforts pour aligner sur la stratégie régionale aussi bien les programmes en cours que les nouveaux programmes. Le Conseil d'administration a approuvé cinq nouveaux programmes. Le projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka, en Érythrée, a été approuvé en avril sous la rubrique de la gestion *des terres et des ressources hydrauliques*, et un programme relatif aux *services financiers ruraux* a été approuvé pour l'Ouganda en septembre. Le projet de développement des cultures de rente et d'exportation au Rwanda, relevant de l'axe stratégique amélioration des liens avec les marchés de la division, et le projet pilote de *gestion des ressources naturelles* dans le secteur est du Mont Kenya, cofinancé par le FEM, ont été approuvés en décembre.

Des progrès considérables ont été accomplis concernant *l'accès des femmes à la terre* dans le cadre des projets réalisés en République-Unie de Tanzanie, et la division a également commencé à aborder prudemment la question de l'accès à la terre en Ouganda, en collaboration avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre, précédemment dénommée Coalition populaire.

En 2002, la division a élaboré un programme, soutenu par le Gouvernement allemand, tendant à atténuer l'impact du *VIH/sida* en veillant à ce que les interventions du Fonds appuient les stratégies et les efforts de prévention de l'affection, d'atténuation de ses effets et d'adaptation, et en mettant en place un cadre de concertation sur les politiques à suivre et de concertation entre les institutions dans ces domaines.

En ce qui concerne la *gestion orientée vers l'impact*, la division a mis à l'essai différentes formes de représentation sur le terrain à Madagascar, au Mozambique et en Ouganda et renforcé les capacités des coordonnateurs de programmes et de projets et des partenaires locaux associés à leur exécution – “renforcer les capacités des créateurs de capacités”. À cette fin, il a été organisé une formation à la planification et à l'évaluation participatives au plan local et au niveau des districts, ainsi que des cours de formation à la gestion gérés par l'Organisation internationale du travail et des ateliers annuels FIDA/Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets sur l'exécution des programmes. Nombre des activités traduisent les grandes orientations de la stratégie régionale, ce qui a permis de conjuguer les efforts des parties prenantes opérant dans des domaines semblables et de leur fournir l'occasion d'échanger des données d'expérience et d'apprendre les unes des autres. La division a beaucoup investi dans les études de référence, l'utilisation de cadres logiques pour la planification par projet et le resserrement de la collaboration avec les bénéficiaires, par exemple en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie.

Comme les autres services du Fonds, la division s'est attachée à jouer le rôle de catalyseur par le biais des *partenariats et de la concertation*. Elle a aidé le Secrétariat pour l'agriculture du NEPAD à définir ses priorités stratégiques et opérationnelles, à appuyer la plate-forme de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en association avec le Mécanisme mondial et s'est tenue en contact avec le Réseau de la SADC pour l'analyse des politiques relatives à l'alimentation, à l'agriculture et aux ressources naturelles. Les partenariats noués avec les gouvernements de beaucoup de pays de la région ont donné d'excellents résultats, comme en témoignent le fait que le FIDA a été invité à jouer un rôle clé dans différentes acti-



vités sectorielles, et le degré extraordinaire de participation de représentants de haut niveau à l'atelier régional sur la réduction de la pauvreté et le développement rural organisé par le FIDA à Dar-es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) en mai. La division a également poursuivi sa concertation avec les gouvernements principalement sur des questions sectorielles ou infrasectorielles spécifiques dans le contexte de la formulation et de l'exécution des projets et des programmes. La division s'est impliquée davantage dans le processus d'élaboration des DSRP et a utilisé un financement du Fonds fiduciaire italien pour organiser un programme d'appui à l'intention des pays prioritaires qui n'ont pas encore accordé une attention suffisante aux problèmes de développement rural mais souhaitent le faire.

En ce qui concerne les partenariats avec la société civile, la division a organisé en mai à Nairobi (Kenya) une consultation FIDA/ONG sur le rôle de la société civile dans le développement rural et l'atténuation de la pauvreté en Afrique orientale et australe. Cette consultation, financée au moyen de fonds supplémentaires provenant du Gouvernement italien, était la première consultation FIDA/ONG de ce type dans la région. Plusieurs des nouveaux projets exécutés par des ONG et financés au titre du Programme de coopération élargie FIDA/ONG ont également été approuvés pendant l'année afin de mettre en œuvre les priorités de la stratégie régionale. Il y a lieu de citer notamment le projet ProFOOD, initiative d'Africare tendant à promouvoir la mise au point et la culture de variétés résistant à la sécheresse et un projet pilote d'amélioration des liens avec les marchés réalisé sous l'égide de l'Alliance du Sud pour les ressources indigènes, l'un et l'autre au Zimbabwe; un projet de développement des services financiers exécuté par Mennonite Economic Development Associates en République-Unie de Tanzanie; ainsi qu'un projet de création d'activités génératrices de revenus entrepris aux Comores sous l'égide de l'Association comorienne des techniciens et infirmiers vétérinaires. Enfin, la division s'emploie à resserrer ses partenariats avec le secteur privé. Par exemple, pour la première fois, la division a associé une société Fair Trade – la Third World Information Network Ltd. – au projet de développement des cultures de rente et d'exportation au Rwanda en tant que partenaire technique.

Division Asie et Pacifique

30 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran, Kazakhstan, Kirghizistan, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, R.P.D. de Corée, Samoa, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Tonga et Viet Nam

Pendant l'année, la division a organisé un certain nombre de réunions pour faire connaître le cadre stratégique et la stratégie régionale du Fonds et en discuter avec les gouvernements et les autres partenaires et parties prenantes clés. Il y a lieu de citer notamment une table ronde tenue à l'occasion de la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs, à Rome, le 20 février, à laquelle ont assisté des décideurs chinois, indiens, japonais et philippins, entre autres, ainsi qu'un représentant d'une ONG indonésienne; deux colloques qui ont rassemblé des décideurs et des praticiens du développement des pays de l'est et du sud-est de l'Asie (à Medan (Indonésie) en septembre), ainsi que du sud de l'Asie (à Chennai (Inde) en décembre); un atelier sous-régional qui a eu lieu au Bhoutan en mai; un atelier au Pakistan en septembre; un atelier avec les parties prenantes suivi d'une réunion de haut niveau à Colombo (Sri Lanka) en octobre; et une vidéoconférence à laquelle ont participé le Gouvernement vietnamien, des bailleurs de fonds internationaux et la société civile, également en octobre.

La division a continué de renforcer le pouvoir de négociation des institutions qui représentent les pauvres de la région, qui sont surtout les femmes, les peuples autochtones, les paysans sans terre et les agriculteurs marginaux des hautes terres et des montagnes, de certaines régions côtières et des plaines semi-arides. Les activités réalisées dans ce domaine portent principalement sur le développement participatif et la mise en œuvre de programmes de réduction de la pauvreté rurale. Les cinq projets approuvés en 2002 (pour la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Laos et la Mongolie) mettent fortement l'accent sur l'implication des bénéficiaires dans la prise de décisions et encouragent la création d'institutions à assise communautaire, représentatives des pauvres. Le nouveau projet entrepris dans l'État indien de l'Orissa, qui est axé sur les populations tribales et autres populations marginalisées, contribue à mettre en place des institutions locales dynamiques au moyen d'approches participatives qui combinent une gestion durable des ressources naturelles et la promotion d'associations d'épargne et de crédit, comme le FIDA l'a fait avec succès dans les États de Maharashtra et de l'Assam.

Dans les provinces chinoises de Ningxia et de Shanxi, le nouveau projet du FIDA encouragera l'élaboration de plans de développement villageois qui font maintenant partie intégrante de la politique nationale du Bureau pour l'atténuation de la pauvreté grâce à l'appui du FIDA et d'autres donateurs. Au Laos, le projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai tend à appuyer les groupes ethniques des hautes terres et leurs organisations, dans la deuxième province la plus pauvre, au moyen d'approches participatives de développement social et économique et de gestion des ressources naturelles. Le projet est également fondé sur une approche décentralisée qui tend à renforcer la capacité des villages en tant qu'unités d'exécution de base ainsi que les capacités des institutions ou organismes locaux appelés à fournir des services aux pauvres. Un programme de dortoirs scolaires permettant d'accueillir les enfants des villages reculés et des villages pauvres où vivent des groupes ethniques pour les éduquer et les former constitue une innovation notable.

D'autres exemples novateurs de renforcement des institutions en milieu pauvre sont notamment le deuxième programme de développement agricole de la zone orientale au Bhoutan; les activités de suivi et d'évaluation participatifs de l'impact dans le contexte du projet de développement agricole intégré dans le nord-est du Sichuan et la province de Qinghai/Haidong, en Chine, qui ont convaincu le Gouvernement de la province de Haidong de l'importance qu'il y a à intégrer un suivi participatif de l'impact aux systèmes de S&E; la création de groupes dans le cadre du projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la Région nord-est, en Inde; la coalition pour les pauvres, rassemblant 17 ONG, le gouvernement, le CIRAF et le FIDA, qui constitue la base du Programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise en Indonésie; la création de conseils d'autogestion dans le contexte du projet de conservation et de valorisation des ressources agricoles dans la province de Quang Binh, au Viet Nam; et la formation de comités de gestion des troupeaux et des parcours en Mongolie. Les besoins et les intérêts des femmes en matière de développement ont été pris en compte, en particulier par le programme d'appui à l'initiative nationale de microfinancement, en Inde, et par le programme proposé de développement communautaire dans la région d'Azad au Pakistan, au Jammu et au Cachemire, où la division a organisé un atelier financé par le Gouvernement japonais sur la promotion de l'égalité entre les sexes dans le cadre du programme pour l'égalité hommes-femmes en Asie. Les résultats positifs qu'ont donnés ces initiatives ont influencé le cadre politique local et national et ont offert des possibilités nouvelles de les reproduire et de les institutionnaliser.

L'amélioration de l'accès aux ressources naturelles et aux technologies constitue un élément fondamental de tous les projets appuyés par le FIDA dans la région étant donné que la majorité des ruraux pauvres tirent leurs maigres moyens de subsistance de l'agriculture, spécialement dans les régions les plus défavorisées, où le Fonds concentre ses efforts. Pour les pauvres, la terre est le bien le plus critique car elle sert de garantie pour emprunter, les encourage à investir à long terme dans la production agricole et rehausse leur prestige social. La question du régime foncier est toutefois hautement politique et constitue le principal obstacle à l'atténuation de la pauvreté. Le FIDA a appuyé les efforts entrepris au plan national pour faciliter l'accès à la terre, spécialement pour les femmes. C'est ainsi qu'au Népal, le projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays a été le premier à appliquer le concept de foresterie sous bail. Un appui à la réforme foncière en faveur des pauvres est également fourni au Kirghizistan et à Sri Lanka en collaboration avec d'autres donateurs. Conformément à la stratégie régionale du FIDA qui met l'accent sur les produits forestiers non ligneux comme source de revenus dans les hautes terres, un appui est fourni aux ruraux pauvres au Bhoutan et au Laos pour promouvoir l'exploitation rationnelle et la commercialisation de ces produits.

En ce qui concerne *l'amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés*, la stratégie d'appui au microfinancement comme moyen d'atténuation de la pauvreté rurale remonte à la fin des années 70. À l'heure actuelle, le projet d'appui au développement agricole dans le cadre de l'approche *Seila* est le premier programme réalisé au Cambodge au moyen de prêts externes tendant à aider la Banque de développement rural à financer le crédit redistribué par les institutions de microfinancement et les ONG qualifiées. En Inde, 65 636 ménages vivant au-dessous du seuil



de pauvreté ont jusqu'à présent bénéficié du projet de crédit rural dans le Maharashtra. Il ressort d'une étude récente de l'Institut national de gestion des établissements bancaires que plus de 90% des bénéficiaires ont accru leur consommation alimentaire et que, d'une manière générale, les revenus ont augmenté de plus de 40%. En Mongolie, le modèle novateur d'octroi de crédits pour l'élevage et l'horticulture introduit dans le contexte du projet de lutte contre la pauvreté rurale dans les provinces d'Arhangai et de Huvsgul a doublé le revenu des éleveurs et multiplié par 1,4 celui des horticulteurs bénéficiaires. L'expérience tirée de ce projet a servi de base à l'élaboration du nouveau programme de réduction de la pauvreté rurale qui a été approuvé cette année. Aux Philippines, le projet de financement de micro-entreprises rurales financé avec la Banque asiatique de développement (BAsD) a attiré un grand nombre de participants appliquant le principe de la Banque Grameen, ce qui a intensifié la concurrence auprès de la clientèle et conduit par voie de conséquence à un accroissement des services aux pauvres. Le projet a beaucoup contribué à fournir aux pauvres des services de microfinancement fondés sur une approche commerciale axée sur le marché et prouvé que les pauvres peuvent devenir des entrepreneurs financièrement autonomes.

S'agissant des *liens avec les marchés*, le troisième projet de développement de l'infrastructure rurale, entrepris au Bangladesh et cofinancé avec la BAsD, a permis de mettre en place un vaste réseau de routes rurales et de marchés appelés à devenir des pôles de croissance et comportant des zones spécifiques réservées aux femmes chefs d'entreprise. Il ressort de l'évaluation d'impact menée en février qu'avant le projet 11% seulement de la population locale avait aisément accès à un emploi, contre 69% aujourd'hui. De même, avant le projet, 71% des femmes disaient avoir de la difficulté à trouver un emploi, chiffre aujourd'hui tombé à 1% seulement. À Sri Lanka, le projet régional de promotion économique de Matale appuie les petites et microentreprises en les aidant à s'intégrer aux réseaux commerciaux de production et de commercialisation agricoles du secteur privé.

Les efforts de concertation sur les politiques menés par la division dans le contexte des programmes et projets financés par le FIDA ont contribué, au Pakistan, à la reproduction des activités participatives de développement à assise communautaire et à l'intégration aux projets d'une perspective sexospécifique; à la décentralisation au Cambodge; à l'application du modèle de foresterie sous bail dans 16 nouveaux districts du Népal; au transfert, dans ce même pays, des titres de propriété foncière aux ménages *kamaiya*, qui avaient précédemment le statut de travailleurs asservis; à la mise en œuvre au plan national, en Inde, de politiques novatrices de microfinancement dans le cadre du programme d'appui à l'initiative nationale de microfinancement, d'une valeur de 134 millions de USD; à la création, en Chine, de 40 000 associations de crédit rural; et, au Viet Nam, à l'introduction des approches et méthodes suivies par le Fonds dans d'autres pays. La division a participé, à des degrés divers, au processus d'élaboration des DSRP au Cambodge, au Laos, en Mongolie et au Viet Nam.

Enfin, la division travaille en *partenariat* avec diverses institutions internationales et régionales, dont beaucoup appartiennent au système du GCRAI, pour élaborer des programmes de *recherches participatives pragmatiques*. Ces programmes tendent à renforcer les capacités de gestion des ressources des pauvres en leur permettant d'avoir plus facilement accès aux options technologiques pertinentes. Ils portent

notamment sur la gestion communautaire des pêcheries (Centre international d'aménagement des ressources bioaquatiques – ICLARM), la riziculture dans les régions exposées aux inondations (Institut international de recherches sur le riz – IRRI), la gestion des ressources naturelles dans les régions de montagne (Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes), l'agroforesterie (CIRAF) et la mise à l'essai de mécanismes institutionnels afin de récompenser les groupes cibles du FIDA des services environnementaux qu'ils fournissent (Centre de recherches pour le développement international – CRDI). Le programme mené en association avec l'IRRI a été particulièrement réussi et une large gamme de technologies de culture de paddy *boro* (de saison sèche) et de riziculture de submersion profonde ont été testées et préparées en vue de leur diffusion au Bangladesh, en Inde et au Viet Nam. En outre, on a mis au point des géotypes de riz qui peuvent être cultivés dans les zones intertidales, les zones non salines du Bangladesh et les zones salines de Sri Lanka. Le DAT accordé au CIRAF a servi à appuyer l'élaboration d'une approche utilisant les services de vulgarisation et les organisations d'agriculteurs afin de promouvoir une méthode de conservation des sols appelée "Landcare" dans les hautes terres du nord de Mindanao. La deuxième phase du DAT consenti au CRDI pour la mise en réseau électronique de projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP) a été approuvée cette année; elle a pour but de faciliter l'accès aux technologies appropriées d'information et de communication et, dans les régions rurales reculées, de dynamiser les marchés grâce à une diffusion accrue d'informations sur la production, les recherches et les marchés. Deux autres DAT ont permis aux agriculteurs pauvres de commercialiser plus facilement leur production de bambou, d'osier et de noix de coco.

Division Amérique latine et Caraïbes

32 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela

Guidée par le cadre stratégique du Fonds et sa stratégie régionale, la division a pris un certain nombre d'initiatives pour renforcer les capacités opérationnelles des projets en cours dans toute la région. Ces initiatives ont concerné notamment la coexécution, le financement rural, l'accès aux marchés et l'égalité entre les sexes. Tous les projets et programmes approuvés par le Conseil d'administration en 2002 correspondent de près au cadre stratégique du FIDA.

Dans le cadre de la contribution de la division au *renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations*, le Conseil d'administration a approuvé, à sa soixante-quinzième session tenue en avril, un DAT au Réseau international de méthodologie de recherche sur les systèmes d'exploitation agricole (RIMISP) pour la phase III du Réseau FIDAMERICA. L'objectif d'ensemble du programme est d'améliorer l'efficacité et l'efficience des initiatives de réduction de la pauvreté en donnant aux parties prenantes du réseau, et spécialement aux organisations de la société civile mais aussi aux secteurs public et privé, la possibilité d'avoir accès facilement et à peu de frais à une documentation pertinente de haute qualité ainsi qu'à des analyses, concepts, approches, méthodes et outils appropriés.

Le Programme régional à l'appui des populations indigènes du Bassin de l'Amazone (PRAIA), qui est soutenu par le Fonds, a tenu sa quatrième réunion inter-institutions en Bolivie en mai. Les bénéficiaires du PRAIA sont directement responsables de la formulation et de la gestion de leurs propres initiatives de développement.

Le Fonds a pu mobiliser 56% du coût de la deuxième phase du PRAIA, et le montant des transferts dont ont bénéficié les communautés indigènes au cours des deux phases a représenté 2 millions de USD. L'approche du programme, qui met au premier plan le respect et le soutien de la culture et de l'identité locales, est actuellement appliquée aussi par d'autres institutions dans le bassin de l'Amazonie. En juillet, le PRAIA a publié un livre intitulé *Experiencia Viva* sur les initiatives indigènes de développement dans le bassin de l'Amazonie et dans les forêts tropicales d'Amérique latine et, en août, un représentant du PRAIA a assisté au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg. En outre, le projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale au Pérou, approuvé par le Conseil d'administration à sa soixante-dix-septième session, aidera les communautés paysannes à améliorer leurs ressources matérielles, tout en respectant la culture et les savoirs locaux et en récompensant les réalisations.

À sa soixante-quinzième session, tenue en avril 2002, le Conseil d'administration a approuvé un DAT en faveur de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) au titre du Programme d'appui aux microentreprises rurales en Amérique latine et aux Caraïbes (PROMER) – Phase II. Ce programme tend à *assurer un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies* grâce à des stratégies et méthodes mieux conçues et à des instruments spécifiques de nature à renforcer les petites et microentreprises rurales existantes et à en créer de nouvelles. En particulier, il améliorera la compétitivité de ces entreprises dans les régions géographiques couvertes par les projets du FIDA au moyen d'un ensemble intégré de services, notamment de formation, d'information, d'assistance technique spécialisée, de gestion du savoir et de promotion des associations de microentreprises. Les 24 et 25 juillet, le Programme de services techniques pour le développement rural (Servicios Técnicos para el Desarrollo Rural – SETEDER) a tenu sa réunion de démarrage à Tegucigalpa (Honduras) avec des représentants du personnel des projets du FIDA en Amérique centrale. Ce nouveau programme appuie les prestataires privés de services d'assistance technique aux projets bénéficiant d'une assistance du FIDA grâce au DAT accordé au Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE). Il devrait assurer aux agriculteurs pauvres un accès équitable et plus large aux technologies appropriées.

L'amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés des ruraux pauvres demeure une composante importante de la stratégie régionale. Le FIDA fournit un appui au Forum pour le financement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes (FORO LAC FR). Composé de 11 réseaux d'institutions de microfinancement opérant dans neuf pays (Bolivie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Panama et Pérou), ce Forum regroupe 189 institutions desservant près de 900 000 clients, avec un portefeuille global d'une valeur de quelque 340 millions de USD. L'assistance du Fonds aide le Forum dans trois domaines clés: l'adaptation des services financiers aux besoins des ruraux pauvres; un plaidoyer constructif auprès des gouvernements afin d'obtenir la mise en place de cadres réglementaires propices au microfinancement rural; et l'élaboration de méthodes permettant aux institutions de microfinancement d'orienter les fonds rapatriés dans la région vers la lutte contre la pauvreté. Du 26 au 30 mai, le FIDA a organisé avec les Communautés unies du Salvador (Comunidades Unidas Salvadoreñas – CUS) et la Fondation SHARE une réunion pour explorer une idée de projet d'investissement utilisant les fonds rapatriés par les Salvadoriens installés aux États-Unis ainsi que par les "associations de Salvadoriens à l'étranger" et par d'autres entités. Cette proposition représente l'aboutissement d'une réunion initiale qui s'est tenue avec la participation des CUS à la Banque mondiale, à Washington D.C. en novembre 2001. Par la suite, du 25 au

27 octobre, le FIDA a organisé à Los Angeles (États-Unis) un séminaire auquel ont assisté des représentants des associations salvadoriennes aux États-Unis dans le but de discuter de diverses stratégies et de mécanismes de cofinancement spécifiques entre le FIDA, l'Organización El Rescate et les Communautés d'aide directe à El Salvador (Comunidades de Ayuda Directa a El Salvador) pour réaliser des projets conjoints d'investissement dans les régions rurales du pays. Enfin, la division a participé en novembre au Sommet du microcrédit +5 organisé à New York.

Consciente de l'histoire économique de la région, la division est particulièrement attentive aux avantages mais aussi aux risques de vulnérabilité attachés à *l'amélioration des liens avec les marchés* pour les pauvres. La mondialisation, par exemple, avec ses effets sur les marchés des produits alimentaires, crée de nouveaux défis pour les agriculteurs, les gouvernements et les organisations internationales qui s'efforcent de réduire la pauvreté rurale. Elle impose des normes élevées aux producteurs agricoles et les soumet à l'instabilité des prix sur les marchés internationaux. Simultanément, elle ouvre des possibilités nouvelles aux petits exploitants dont les produits jouissent d'avantages comparatifs. Pour exploiter ces nouveaux marchés, les petits exploitants doivent surmonter un certain nombre de contraintes, dont le manque de connaissances techniques, la rareté des installations de stockage et de traitement, la carence d'informations sur les marchés, la complexité des processus de certification et l'insuffisance du financement. Il importe également que la politique des pouvoirs publics favorise le développement de ce secteur. Tous ces facteurs sont particulièrement cruciaux pour les ruraux pauvres. Dans ce contexte, le Bureau de l'évaluation et des études du FIDA a organisé en collaboration avec la division un atelier international intitulé "L'adoption de l'agriculture biologique par les petits exploitants d'Amérique latine: possibilités et défis" qui s'est tenu à Rome les 11 et 12 septembre. Son but était de présenter les résultats d'une étude thématique sur l'agriculture biologique pratiquée par les petits exploitants dans six pays (Argentine, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Mexique et République dominicaine). Les principaux thèmes de la réunion étaient les suivants: i) l'impact de la production biologique sur les petits exploitants; ii) les problèmes que pose la transition vers l'agriculture biologique; iii) la gestion du processus de certification; iv) la commercialisation des produits biologiques; et v) le rôle des institutions.

La division a continué de resserrer ses liens avec le mouvement Fair Trade et en particulier avec la Fédération internationale pour un commerce différent (International Federation for Alternative Trade – IFAT). Pendant l'année, la division a participé à des discussions sur l'accès aux marchés lors des réunions régionales de l'IFAT tenues à Cuba, au Ghana et en Indonésie. Enfin, en collaboration avec l'Institut du développement outre-mer (Overseas Development Institute – ODI), elle a organisé un atelier intitulé "Promotion de l'accès aux marchés pour les petits exploitants ruraux des pays en développement: enseignements tirés d'expériences réussies" qui a eu lieu à Londres (Royaume-Uni) le 29 novembre. Ces réunions font partie des efforts déployés conjointement par le FIDA, l'IFAT et l'ODI pour mieux comprendre les principaux obstacles auxquels se heurtent les petits producteurs ruraux en matière d'accès aux marchés, et surtout aux marchés internationaux, ainsi que les politiques et les instruments les plus propres à les surmonter. Les projets approuvés pour Haïti et la République dominicaine tendent également à appuyer des activités de longue haleine orientées vers le marché aux échelons communautaire, local et national, l'accent étant mis en particulier sur la gestion durable des ressources naturelles.

La division s'est attachée à promouvoir les intérêts et à satisfaire les besoins des pauvres de la région grâce à ses efforts de *concertation sur les politiques et de création de partenariats*, qui ont notamment revêtu la forme d'initiatives visant à atténuer la pauvreté rurale, entreprises avec la Banque mondiale en Amérique centrale; de programmes de développement pour les populations indigènes, exécutés en association avec la BID et d'autres organisations de développement; d'une étude sur le développement rural, réalisée en collaboration avec des institutions universitaires et des ONG; et de la mise en place de services financiers ruraux, au sein de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) en Amérique centrale, menée en collaboration avec la FAO. Comme exemple de la priorité accordée aux activités de nature à produire un effet de catalyseur, on peut citer l'appui au FORO LAC FR, mentionné plus haut. La division a assisté à la réunion annuelle du Conseil d'administration de la BID qui a eu lieu à Fortaleza (Brésil) en mars. En mai, elle a participé à Santiago du Chili, avec le DFID, à l'atelier sur les moyens de subsistance durables et organisé une réunion sur l'élaboration d'une stratégie à cette fin. En outre, elle continue de prendre une part active aux travaux du Groupe interinstitutions sur le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes, instance dans laquelle sont représentés la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la FAO, le GTZ, la BID, le FIDA, l'IICA et la Banque mondiale. La dernière réunion a eu lieu au Panama en novembre.



Les 9 et 10 juillet, la RUTA a tenu sa réunion annuelle au siège du FIDA, à Rome, avec la participation de représentants du Conseil centraméricain pour l'agriculture et l'élevage (Consejo Agropecuario Centroamericano – CAC), du DFID, de la FAO, de la BID, du FIDA et de la Banque mondiale. En octobre, la division a organisé avec la BID un atelier à l'occasion duquel des experts de la région ont discuté des aspects de la décentralisation, en accordant une attention spéciale à l'approche "territoriale" du développement rural, qui remet en question l'importance accordée aux politiques sectorielles au plan local et préconise l'application d'une approche plus intégrée par les différentes institutions sectorielles. Soucieuse d'accroître l'impact de ses activités, la division a organisé en décembre au Honduras une réunion de coordination régionale à laquelle ont assisté des représentants des principaux programmes appuyés par le FIDA: FIDAMERICA, le Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL), le Programme régional de renforcement des stratégies destinées à promouvoir l'égalité hommes-femmes dans les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROGENDER), le Programme d'appui aux microentreprises rurales en Amérique latine et aux Caraïbes (PROMER), la RUTA, le Programme d'appui aux services financiers ruraux (SERFIRURAL) et le SETEDER. Cette réunion a permis d'accroître l'efficacité de l'appui que ces programmes apportent aux projets menés par le FIDA en faveur des ruraux pauvres.

En 2002, la division a continué de renforcer les capacités régionales en matière de suivi, d'évaluation, d'étude d'impact et d'apprentissage institutionnel. En octobre, le PREVAL et la RUTA ont organisé en El Salvador un atelier intensif sur le suivi et l'évaluation auquel ont participé des membres du personnel des projets du FIDA en Amérique centrale et en République dominicaine. Cet atelier a consisté en exposés oraux présentés par des experts du suivi et de l'évaluation de la région, discussions de groupes et exercices pratiques d'évaluation des connaissances acquises par les participants. La version en espagnol de *Pour une gestion orientée vers l'impact: guide pratique de S&E des projets de développement rural* a été présentée et discutée pendant la réunion. Par ailleurs, après cinq années d'efforts d'intégration aux activités de la problématique hommes-femmes en association avec le PROMER, la division a procédé au Panama, en décembre, à une évaluation d'impact et à une évaluation participative avec des bénéficiaires de plusieurs pays. Cette étude a été financée grâce à des fonds supplémentaires fournis par le Gouvernement japonais.

Division Proche-Orient et Afrique du Nord

31 pays: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Chypre, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Iraq, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Malte, Maroc, Oman, Qatar, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Turquie et Yémen

Les pays relevant de la division comprennent les pays emprunteurs habituels de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (POAN) ainsi que les pays en transition d'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants (ECO). Les prêts et dons approuvés en 2002 pour la réalisation de projets dans les régions POAN et ECO ont été utilisés principalement pour mettre en œuvre le cadre stratégique et les stratégies régionales respectives du FIDA.

Afin de renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations, les nouveaux projets entrepris par la division tendent à promouvoir le développement des communautés rurales pauvres grâce à la formation de conseils de développement

villageois, d'associations d'agriculteurs, de coopératives et d'autres groupes locaux. En Égypte, par exemple, l'une des principales composantes du projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest consiste à appuyer l'organisation et le développement des communautés. La réalisation de cette composante du projet fera appel à des processus participatifs de planification et de développement, à la promotion d'un sentiment communautaire et d'autodépendance, et à la création d'infrastructures communautaires (et notamment sociales), qui seront identifiés par le biais de consultations avec les villages. Au Yémen, la composante développement communautaire du projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar appuiera: i) la planification participative et le renforcement des institutions communautaires pour aider les communautés à établir un ordre de priorité de leurs besoins de développement, formuler des plans de développement villageois et créer et/ou renforcer des groupes communautaires pour l'exécution des projets; ii) des programmes d'alphabétisation et d'autonomie fonctionnelle, spécialement en faveur des femmes et des filles, afin de créer de nouvelles activités génératrices de revenus; et iii) l'infrastructure communautaire – par exemple les systèmes d'approvisionnement en eau potable, les écoles, l'aménagement de routes d'accès et les installations sanitaires – pour laquelle les communautés seront tenues de fournir des contributions en espèces et/ou en nature, ainsi que de constituer des comités de gestion.

L'un des éléments clés des efforts déployés pour autonomiser les ruraux pauvres consiste à *donner aux hommes et aux femmes un accès égal aux ressources et aux services* ainsi qu'à améliorer l'équité entre les sexes en ce qui concerne la participation aux projets et la planification du développement. La division mène actuellement un programme d'action pour atteindre les femmes rurales dans la région POAN. Au cours de sa première année de réalisation, ce programme a porté sur huit projets en cours au Maroc, au Soudan, en Syrie et au Yémen. Il repose sur une double stratégie consistant à renforcer les activités réalisées en faveur des femmes et à améliorer les conditions de travail des équipes féminines de développement qui travaillent à chaque projet. Un don approuvé pour la région ECO servira à financer un programme d'intégration de la problématique hommes-femmes aux activités entreprises en Europe centrale et orientale. Ce programme de promotion de l'égalité entre les sexes a commencé par un atelier de deux jours, tenu à Rome en décembre, à l'occasion duquel des représentants des pays intéressés de la région ECO ont été invités à discuter du plan d'action prévu pour la mise en œuvre du programme. Tous ces programmes d'intégration de la problématique hommes-femmes ont pour but de veiller à ce que les activités des projets atteignent les femmes comme les hommes selon le principe de l'égalité et de la participation.

Afin de *promouvoir un accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies*, la division a mis l'accent sur la gestion participative des ressources naturelles ainsi que sur la mise au point et la diffusion de technologies adaptées aux terres marginales et aux régions arides. Du fait de la menace croissante du manque d'eau et de la dégradation des sols, la priorité est accordée à l'amélioration de la gestion des sols et des ressources hydrauliques. L'un des principaux éléments de l'appui fourni par la division dans le domaine de la gestion des ressources naturelles consiste à encourager la création d'associations d'usagers des parcours (par exemple au Maroc et en Tunisie) et de l'eau (comme en Égypte et au Yémen). Dans le cadre du programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est de la Tunisie, il sera créé dans chaque circonscription socio-territoriale des groupes de développement agricole qui seront chargés de la gestion des parcours et du développement communautaire. Ce programme financera l'introduction progressive d'un système de rotation des pâturages, la plantation d'arbres fourragers résistant à la sécheresse et le réensemencement des pâturages. Au

Yémen, le projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar appuiera pour développer l'irrigation un mécanisme qui financera l'aménagement de petits barrages et de systèmes de canalisation, la construction d'ouvrages de collecte de l'eau et la gestion des bassins hydrographiques; la création d'associations d'usagers de l'eau qui seront chargées de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages; ainsi qu'une utilisation plus rationnelle des eaux souterraines. En Égypte, dans le cadre du deuxième projet de gestion des ressources de Matruh, il sera adopté une approche intégrée de la gestion des ressources naturelles reposant sur: i) un vaste programme de collecte et de stockage de l'eau et de gestion des bassins hydrographiques; ii) la régénération et la gestion améliorée des parcours grâce à la création d'unités pilotes de gestion des zones de pâturage; et iii) un programme de conservation de la biodiversité financé par un don du FEM.

Un autre élément important des nouveaux projets de la division est *l'élargissement de l'accès aux services financiers et aux marchés*. À Djibouti, par exemple, le projet de développement du microfinancement et de la microentreprise est entièrement consacré à l'amélioration de l'accès aux services financiers et aux services d'appui aux entreprises dans les régions rurales, périurbaines et urbaines, grâce à la constitution d'une dizaine d'associations d'épargne et de crédit qui appartiendront aux bénéficiaires et seront gérées par eux. Le programme sera axé sur les groupes les plus vulnérables, c'est-à-dire les femmes et les chômeurs. En Syrie, le projet de développement rural dans la région d'Idleb mettra en place un mécanisme de microfinancement pour une large gamme d'activités potentiellement rémunératrices de production, de traitement et de commercialisation, dans lesquelles pourront investir les petits exploitants et les femmes rurales. Il sera créé au niveau des villages des *sandouqs*, associations d'épargne et de crédit fonctionnant suivant le principe de la "tontine", qui appliquent des méthodes de prêts souples et ingénieuses. Les nouveaux projets entrepris en Égypte, en Tunisie et au Yémen comportent également des composantes prévoyant la fourniture d'une assistance technique dans les domaines comme la commercialisation, l'information sur les marchés, les services financiers ruraux et le développement des microentreprises.

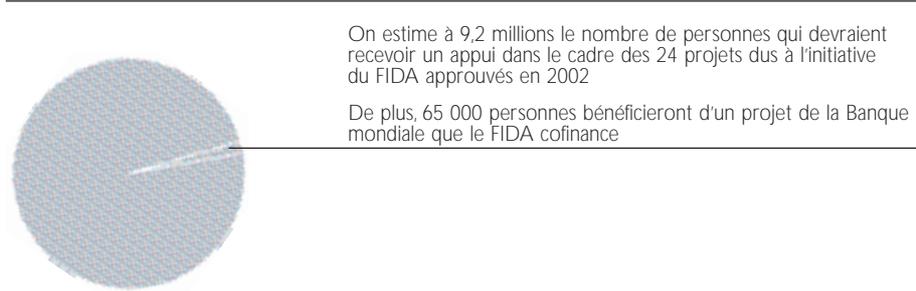
Bien que la situation varie beaucoup d'un pays à un autre, les agriculteurs de toute la région ECO se sont rendu compte que, dans le nouveau contexte économique où ils se trouvent, l'accès aux marchés, au crédit, aux engrais, aux technologies appropriées et aux autres ressources est indispensable pour réussir. Jadis, ces services étaient fournis par l'État mais, à l'heure actuelle, ils n'existent plus ou ne correspondent pas aux besoins d'une petite agriculture nouvellement privatisée. De ce fait, la stratégie de la division pour la région ECO est centrée sur le développement à long terme des institutions et la fourniture d'un appui à la création de nouveaux liens avec les marchés, en particulier au moyen d'une série d'instruments qui varient selon le produit visé. Au cours de l'année écoulée, la division a entrepris dans trois pays une étude des avantages comparatifs et de la commercialisation des produits agricoles pour pouvoir formuler des recommandations tendant à améliorer la compétitivité et la commercialisation des principaux produits récoltés par les ruraux pauvres et à fournir des informations propres à éclairer les investissements actuels et futurs.

En ce qui concerne la *concertation sur les politiques générales*, la division a continué de donner l'exemple par les projets qu'elle appuie ainsi qu'en participant, lorsque cela a été possible, à l'élaboration des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté. En janvier 2002, par exemple, elle a organisé au Soudan un atelier de deux jours pour examiner avec les parties prenantes nationales et internationales la stratégie élaborée par le pays pour atténuer la pauvreté rurale. Les résultats de cet atelier ont contribué à la préparation du COSOP. La division mène en outre un effort de concertation concernant la promotion du microfinancement et des services financiers ruraux, la décentralisation et le renforcement de l'autonomie financière et

administrative des organisations locales à assise communautaire (comme les associations d'usagers des eaux) dans plusieurs pays des régions POAN et ECO. La concertation touchant l'intégration aux activités de la problématique hommes-femmes et le renforcement du plaidoyer en faveur des groupes de femmes rurales fait maintenant partie intégrante de nombreux projets, ce qui facilite les actions de renforcement des capacités et de formation menées dans le cadre des programmes de promotion de la parité entre les sexes réalisés par le Fonds.

En 2002, la division a non seulement continué à *resserrer ses partenariats* avec les cofinanceurs traditionnels (comme la Banque mondiale, le Fonds de l'OPEP, le FADES, la BIsD, etc.), mais elle s'est en outre attachée à nouer des relations de collaboration novatrices afin de mobiliser un cofinancement auprès de donateurs bilatéraux et de nouveaux partenaires. C'est ainsi que plusieurs initiatives ont été entreprises avec la participation de l'AAAID en tant qu'investisseur privé pour assurer la pérennité des résultats des projets dans les domaines de la transformation des produits agricoles et des activités post-récoltes. Au Maroc, des investissements potentiels de l'AAAID dans des installations de transformation et de distribution de viandes constituent une composante explicite de la formulation de la deuxième phase du projet de développement de l'élevage et des pacages dans la région orientale. Le FIDA a également mis en place avec le Gouvernement italien un mécanisme de financement novateur. Selon un accord signé récemment entre les Gouvernements égyptien et italien, une partie de la dette publique extérieure de l'Égypte pourra être échangée avec l'Italie aux fins du financement de projets de la FAO, du FIDA et du PAM tendant à atténuer la pauvreté et à renforcer la sécurité alimentaire. Le projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest est le premier projet du FIDA entrepris grâce à ce nouveau mécanisme de financement. Le Gouvernement italien a également approuvé le cofinancement de projets financés par le FIDA actuellement en cours en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.

GRAPHIQUE 1
Bénéficiaires directs des projets approuvés en 2002^a



a/ À partir des données contenues dans les rapports de préévaluation des projets. Quand les chiffres portent sur le nombre de ménages et non d'individus, le nombre de bénéficiaires a été estimé sur la base de cinq personnes en moyenne par ménage.

ASSURER L'IMPACT



Le FIDA a géré son portefeuille de projets de manière à le maintenir à la même taille tout en insistant sur la qualité et l'impact de l'exécution.

Gestion du portefeuille

Les dons approuvés au titre de l'appui à la performance accélérée et autres soutiens à la mise en œuvre ont permis d'aider les gouvernements à établir des rapports d'achèvement de projets détaillés et de fournir des appuis ponctuels ciblés à des projets précis. Des ateliers participatifs ont été organisés à tous les niveaux – projets, pays, sous-régions et régions – pour promouvoir le partage des connaissances et la recherche de solutions concernant la gestion des projets, la supervision et des questions transversales, celle de l'équité entre les sexes par exemple. La pratique consistant à définir un cadre logique et à préparer un document de conception uniformisé et un dossier clé pour chaque nouveau projet a continué. L'exploitation de ces outils normalisés, qui ont été dûment adaptés pour correspondre à l'approche et aux exigences spécifiques du FIDA, devrait grandement faciliter l'exécution rationnelle et efficace des projets ainsi que le suivi et l'évaluation des résultats. Les versions régionales du guide de S&E produit en 2001 ont été traduites dans les langues officielles du FIDA et quelques langues locales avant d'être diffusées à l'occasion des ateliers de formation et testées dans le cadre de projets choisis (voir "Mesure des résultats et de l'impact" à la section Évaluation ci-après).

Les procédures d'examen interne ont été comme auparavant d'importants outils de gestion dynamique du portefeuille. Tout au long de l'exécution, les rapports d'activité périodiques émanant des projets en cours, les missions régulières de supervision et de suivi et les examens à mi-parcours fournissent au FIDA des renseignements quantitatifs et qualitatifs sur la situation et les résultats intermédiaires des projets, le tout étant synthétisé dans des fiches périodiques sur l'état d'avancement des projets. Les aspects qui concernent les orientations générales, l'établissement des partenariats et le partage des connaissances font l'objet de notes dans les fiches de pays, désormais incluses dans la documentation étudiée lors des examens du portefeuille. De plus, le rapport de situation sur le portefeuille de projets présenté chaque année au Conseil d'administration reflète de plus en plus nettement l'importance primordiale que le FIDA attache aux résultats et à l'impact.

Supervision des projets et institutions coopérantes

À la fin de 2002, le portefeuille actif du FIDA (voir tableau 1) se composait de 203 projets supervisés par neuf institutions coopérantes dont l'une, l'UNOPS, avait porté sa participation à 56,4% (114 projets) contre 55,0 % à la fin de 2001. L'un des 15 projets supervisés par le FIDA avec l'autorisation de ses organes directeurs est déjà achevé, l'intégralité des fonds alloués ayant été décaissée. Cette expérience pilote a des vertus pédagogiques en ce sens qu'elle permet au personnel du FIDA de superviser directement les projets, d'en appuyer l'exécution et d'entrer dans le cycle d'apprentissage qui s'y rattache. Les résultats préliminaires sont prometteurs, comme le montrent le raccourcissement des délais de décaissement, le suivi et la supervision plus réguliers, ainsi que la participation plus active du FIDA à la recherche des solutions et à la concertation avec les pays concernés.

Évaluation

Le Bureau de l'évaluation et des études (OE) est la division du FIDA chargée spécifiquement d'assurer la qualité et l'impact des projets grâce aux enseignements tirés des évaluations. En 2002, OE a fait treize évaluations: huit évaluations de projets, deux évaluations organisationnelles, deux évaluations thématiques et une évaluation de portefeuille de pays. Il en a également entamé treize autres (cinq de projets, quatre thématiques, trois de portefeuille de pays, et une évaluation organisationnelle). Il s'est plus particulièrement intéressé à trois domaines: innovation agricole, mesure des résultats et de l'impact, appui administratif et technique aux fins de l'examen externe des résultats et de l'impact des opérations du FIDA.

TABEAU 1
Institutions coopérantes du FIDA chargées d'administrer des prêts et de superviser des projets au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique

INSTITUTIONS COOPERANTES	Projets fin 2000		Projets fin 2001		Projets fin 2002	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Banque africaine de développement (BAfD)	5	2,5	3	1,4	2	1,0
Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)	14	7,0	11	5,3	11	5,4
Banque asiatique de développement (BAsD)	6	3,0	6	2,9	4	2,0
Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)	4	2,0	4	1,9	4	2,0
Banque ouest-africaine de développement (BOAD)	9	4,5	11	5,3	11	5,4
Société andine de développement (SAD)	15	7,5	14	6,7	13	6,4
Banque de développement des Caraïbes (BDC)	4	2,0	4	1,9	5	2,5
Banque interaméricaine de développement (BID)	1	0,5				
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	104	52,3	115	55,0	114	56,4
Banque mondiale (Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)/						
Association internationale de développement (IDA))	24	12,1	27	12,9	25	12,4
Supervisés directement par le FIDA	13	6,5	14	6,7	14	6,9
Total	199	100,0	209	100,0	203	100,0

L'année de référence des projets est celle de la date d'entrée en vigueur du prêt.

Les chiffres se rapportent aux projets approuvés en cours d'exécution pendant la période d'un an concernée.

Innovation agricole. OE a procédé dans ce domaine à deux évaluations thématiques ainsi qu'à un examen général; il a également évalué un aspect particulier du programme de DAT. L'évaluation thématique concernant *l'agriculture biologique en Amérique latine* a porté sur les petites exploitations biologiques de six pays d'Amérique latine. L'atelier international organisé à Rome en septembre a validé les conclusions de ce travail et permis de dégager un certain nombre d'idées pour de futurs projets de développement intégrant une composante agriculture biologique. L'évaluation et l'atelier ont montré la viabilité de l'option biologique dans le cadre de la petite agriculture, à condition que l'hétérogénéité de la petite paysannerie soit prise en compte. Il a été conclu que l'appui du FIDA pourrait prendre les formes suivantes: financer les coûts liés à la certification et aux besoins de main-d'œuvre supplémentaire pendant la période de transition, assurer la formation et fournir les moyens nécessaires à la diffusion de l'information aux petits exploitants, renforcer les capacités des associations paysannes, notamment pour l'accès aux marchés locaux, et engager la concertation sur les régimes fonciers et l'intérêt de l'agriculture biologique.

L'évaluation thématique concernant les *connaissances et innovations locales dans les projets appuyés par le FIDA en Asie*, commencée en 2002, a pour but de déterminer dans quelle mesure les connaissances et innovations locales sont mises à profit et de formuler des idées et des recommandations concrètes pour en améliorer l'exploitation dans les activités en cours et à venir. L'étude, qui implique un travail de terrain approfondi, porte sur huit projets en cours dans sept pays (Cambodge, Chine, Inde, Népal, Philippines, Sri Lanka et Viet Nam); il s'agit de déterminer, entre autres, pour chaque étape du cycle du projet, ce qui favorise et entrave l'utilisation des connaissances locales et des innovations paysannes. De plus, en collaboration avec une ONG indienne, la Society for Research and Initiatives for Sustainable Technologies and Institutions, le FIDA a lancé auprès des populations rurales, à l'échelle de tous les projets qu'il appuie en Asie, un concours international visant à identifier les bonnes pratiques et les innovations appliquées au niveau local.

OE étudie également la question de *l'innovation au Pérou*. Il analyse les approches novatrices qui sont appliquées et reproduites avec succès dans ce pays depuis dix ans pour déterminer dans quelle mesure elles pourraient être reprises ailleurs et à plus grande échelle. Ces innovations sont notamment les suivantes: appui au développement de services de vulgarisation agricole du secteur privé au profit des petits exploitants, promotion du développement communautaire durable fondé sur les savoir-faire et les techniques traditionnels, ouverture de centres et guichets de services à proximité des paysans pauvres.

Enfin, OE a évalué le *Programme de dons d'assistance technique à la recherche agricole (DAT/RA)* du FIDA. La recherche agricole a toujours été dans l'esprit du FIDA un élément primordial de la réduction de la pauvreté rurale, qui figure du reste expressément dans les Principes et critères du Fonds en matière de prêts. Entre 1979 et 2001, le programme a accordé 199 dons (pour un montant total de 171,5 millions de USD) à des centres internationaux de recherche agricole (CIRA) et, par leur entremise, aux systèmes nationaux de recherche agricole (NARS). Les bénéficiaires ont été en général des centres appartenant ou non au GCRAI. L'évaluation est parvenue à la conclusion que le FIDA avait milité activement en faveur d'une réorientation du GCRAI vers des recherches davantage axées sur la pauvreté, pris l'initiative d'explorer de nouveaux domaines de recherche et continué de plaider en faveur des pauvres dans diverses instances internationales liées à la recherche agricole. Par exemple, son rôle s'est illustré lors de la création et du choix du programme du Forum mondial sur la recherche agronomique, et du soutien international qui lui a ensuite été apporté. Le programme de DAT/RA a aussi des effets positifs sur les capacités institutionnelles, du moins à court terme et en particulier au niveau des NARS. En fait, presque tous les DAT financés par

le FIDA ont servi à renforcer les capacités des NARS. L'évaluation a également identifié un certain nombre de faiblesses et a fait les recommandations suivantes: i) mieux focaliser le programme en élaborant une stratégie de recherche pour le FIDA; ii) accroître la contribution de la recherche financée par des dons au programme d'investissement du FIDA; iii) renforcer l'impact du programme sur la pauvreté et les institutions; iv) intensifier la concertation et les activités de plaidoyer de manière à renforcer le rôle novateur mondial du FIDA en matière de recherche agricole; v) évaluer la répartition institutionnelle des ressources du programme; et vi) examiner les ressources dont dispose le programme pour renforcer l'efficacité et l'efficacé.

Mesure des résultats et de l'impact. La contribution d'OE à la mesure des résultats et de l'impact s'est traduite cette année par la parution d'un manuel intitulé *Pour une gestion orientée vers l'impact: guide pratique de S&E des projets de développement rural*, ainsi que la définition et l'application d'un *nouveau cadre méthodologique pour l'évaluation*. Destiné au premier chef aux responsables des projets appuyés par le FIDA, aux chargés du S&E et aux partenaires d'exécution, ce guide devrait marquer une étape importante dans le renforcement de l'efficacité des systèmes de S&E au niveau des projets, et notamment de leur aptitude à mesurer l'impact et les résultats. Ce guide a été publié en anglais, traduit dans les trois autres langues officielles du FIDA, et distribué à toutes les divisions du Département gestion des programmes, aux partenaires dans les différents pays et aux autres acteurs du développement. Comme le guide n'améliorera peut-être pas automatiquement à lui seul les systèmes de S&E, OE a lancé un processus de sensibilisation et d'adaptation dans deux des régions du FIDA, Afrique de l'Ouest et du Centre, et Asie et Pacifique. Ce processus définit la stratégie générale à mettre en œuvre pour introduire le guide, le diffuser et faire en sorte que les partenaires locaux l'utilisent durablement dans le cadre des projets. Les ateliers régionaux de lancement permettent, entre autres, d'adapter les contenus aux particularités régionales et de familiariser les chargés de projets, les consultants, le personnel des organismes gouvernementaux de contrepartie et les autres partenaires locaux de développement avec l'utilisation du guide. La mesure des progrès en matière d'équité entre les sexes et la ventilation régulière des données de S&E par sexe sont des questions transversales. OE enquête par ailleurs pour trouver dans la région Asie et Pacifique des institutions et des spécialistes qui pourraient prêter leur concours au S&E des projets appuyés par le FIDA.

Les objectifs du nouveau cadre méthodologique pour l'évaluation sont les suivants: i) mieux mesurer et évaluer l'impact à l'achèvement des projets; ii) obtenir un tableau global des résultats, de l'impact et de la performance d'un groupe de projets achevés, évalués au cours d'une année donnée; et iii) faire la synthèse des enseignements tirés des évaluations. La méthodologie se fonde sur une série de critères communs d'évaluation, dont l'impact sur la pauvreté rurale. Elle implique une définition uniforme de cet impact au regard de six paramètres de subsistance des ruraux pauvres et de trois facteurs transversaux – durabilité, innovation et reproduction à plus grande échelle. Les six paramètres sont le capital physique et financier, le capital humain, le capital social et l'autonomisation (y compris l'équité entre les sexes), la sécurité alimentaire, l'environnement, les institutions et les politiques. Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs correspondants ont été élaborés. Le FIDA a commencé à appliquer le cadre à toutes ses évaluations de projets. L'emploi de critères communs permettra d'évaluer l'impact de façon systématique, d'obtenir des résultats comparables pour tous les projets, de présenter des synthèses cohérentes dans les rapports annuels sur l'impact et l'efficacité des opérations du FIDA en termes de développement. Ces rapports, dont le premier sortira en 2003, compléteront les rapports annuels de situation sur le portefeuille de projets établis par le Département gestion des programmes et donneront à la direction du FIDA et au Conseil d'administration un tableau d'ensemble des résultats, de l'impact et de l'efficacité, ainsi qu'un résumé des enseignements tirés des évaluations de projets effectuées au cours de l'année considérée.

Examen externe des résultats et de l'impact des opérations du FIDA. OE a participé à l'examen en définissant la gouvernance, en désignant des membres et des consultants pour ce travail, et en assurant le secrétariat de l'équipe d'examen externe. Cet examen avait été demandé en février à la première session de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA comme contribution à ses délibérations. L'équipe avait pour mandat de faire rapport sur les résultats et l'impact des opérations appuyées par le FIDA, sur les nouvelles méthodologies et procédures d'évaluation des résultats et de l'impact, ainsi que sur tout autre changement introduit pour renforcer la focalisation du FIDA sur les résultats. L'équipe d'examen externe a étudié le cas de dix pays (Arménie, El Salvador, Ghana, Inde, Mauritanie, Pérou, Syrie, République-Unie de Tanzanie, Viet Nam et Zambie), interrogé le personnel du FIDA et les partenaires, et s'est rendue dans quatre pays (Arménie, Ghana, Inde et Pérou). Les visites sur le terrain ont en général confirmé les premières conclusions et approfondi les informations figurant dans les documents communiqués par le FIDA et ses partenaires.

Ainsi qu'il est noté dans les principales conclusions de cet examen, le FIDA est la seule de toutes les institutions financières internationales (IFI) à avoir exclusivement et spécifiquement pour mandat de lutter contre la pauvreté rurale, domaine dans lequel il a acquis des compétences et un avantage comparatif considérables. En outre, le FIDA contribue directement et indirectement à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire en ce qui concerne la pauvreté et la faim, l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes, et la pérennité de l'environnement. Il a également démontré que pour faire durablement reculer la pauvreté rurale, il faut faire en sorte que les bénéficiaires soient en mesure de s'approprier les projets. Un autre point fort mis en évidence par l'examen externe concerne l'importance qu'attache systématiquement le Fonds à la gestion des ressources naturelles. Enfin, il est apparu que le FIDA a contribué à des innovations qui se sont ensuite largement diffusées, notamment en matière de microfinance, de conservation du sol et de l'eau, d'associations d'irrigants, de groupes d'entraide et de diverses formes de partenariat, et qu'il a aussi souvent conduit un dialogue fructueux avec les gouvernements et d'autres partenaires. D'un autre côté, l'examen externe a repéré un certain nombre de problèmes liés à la pérennité des avantages, au suivi des activités au niveau des projets et au degré de présence du Fonds sur le terrain, tout en notant qu'une réflexion approfondie était actuellement menée sur ces divers points. Les résultats de l'examen externe ont été présentés et débattus à la troisième session de la Consultation, en juillet.

LES OPÉRATIONS DU FIDA EN 2002



Vingt-cinq nouveaux projets et 85 dons ont été approuvés en 2002.

Évolution du portefeuille de projets et des prêts

Vingt-cinq nouveaux projets ont été approuvés en 2002 et financés par des prêts du FIDA pour un montant total de 365,9 millions de USD⁷ (tableau 3). Un de ces projets a été exclusivement financé par un don équivalant à environ 3,0 millions de USD. Le coût total de ces projets est estimé à 814,6 millions de USD, dont 155,7 millions de USD seront apportés par des financeurs extérieurs et 289,9 millions de USD par des financeurs des pays bénéficiaires – principalement les gouvernements.

Le portefeuille total de projets se compose de 628 projets répartis entre 115 pays bénéficiaires (114 pays plus Gaza et la Cisjordanie) pour un montant total de 7 669,1 millions de USD sous forme de prêts et 442,6 millions de USD supplémentaires sous forme de dons. Les gouvernements et autres sources de financement dans les pays concernés – notamment les bénéficiaires des interventions – ont contribué à ces projets à hauteur de 7 912,1 millions de USD. Le cofinancement extérieur se chiffre à 6 565,4 millions de USD, dont 1 124,3 millions de USD provenaient de donateurs bilatéraux, 5 222,6 millions de USD de donateurs multilatéraux et 30,2 millions de USD de diverses ONG internationales et du Nord.

^{7/} Les prêts du FIDA sont libellés en DTS (unité de compte définie par le Fonds monétaire international (FMI)). Les chiffres figurant dans le *Rapport annuel* sont en équivalents dollars des États-Unis, convertis en DTS au moment de l'approbation des prêts.

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2002

		1978-1991	1992	1993
Activités opérationnelles^{a, b}				
Prêts approuvés				
Nombre de projets		313	24	32
Montant des prêts	<i>millions de USD</i>	3 479,8	298,0	338,8
Dons approuvés				
Nombre de dons		354	31	45
Montant des dons	<i>millions de USD</i>	168,5	8,2	14,4
Total des opérations de prêt et de don du FIDA^a	<i>millions de USD</i>	3 648,3	306,3	353,2
Cofinancement^c	<i>millions de USD</i>	3 949,0	93,3	292,7
Multilatéral		3 228,9	78,1	244,7
Bilatéral		708,1	4,8	40,4
ONG		8,5	3,9	0,5
Secteur privé étranger				
Contribution des pays	<i>millions de USD</i>	4 991,7	149,8	208,8
Coût total des projets^d	<i>millions de USD</i>	12 443,3	541,1	840,2
Inventaire des projets				
Nombre de projets en cours d'exécution			150	157
Nombre de projets achevés		132	24	23
Nombre de projets dans la réserve			110	127
Nombre de projets approuvés dus à l'initiative du FIDA		217	23	26
Nombre d'emprunteurs bénéficiaires		95	96	101
Décaissement des prêts	<i>millions de USD</i>	1 919,0	158,6	193,7
Remboursement des prêts	<i>millions de USD</i>	228,3	77,7	81,7
Réserve générale				
– en fin de période	<i>millions de USD</i>	80,0	85,0	90,0
Pays membres et administration				
Pays membres – en fin de période		145	147	150
Cadre organique – en fin de période ^e		111	118	105
Dépenses de fonctionnement	<i>millions de USD</i>		52,2	47,9
– Provision pour couverture médicale après cessation de service	<i>millions de USD</i>			

^a Montants initialement approuvés. Projets intégralement annulés non compris.

^b De 1986 à 1995, les chiffres comprennent le Programme spécial pour l'Afrique (PSA).

^c Le total ne correspond pas à la somme de ses composantes, car il inclut des cofinancements proposés dont la source n'a pas été encore confirmée.

^d Y compris les dons au titre de composantes de projets mais non les dons d'assistance technique qui ne se rapportent pas à des projets.

^e Postes approuvés (à l'exclusion des postes de président et de vice-président). Six postes de services généraux ont été reclassés dans la catégorie des administrateurs, de sorte que l'effectif global reste inchangé entre 1998 et 2002.

Les prêts du FIDA sont libellés en DTS (unité de compte définie par le Fonds monétaire international). Toutefois, pour en faciliter la lecture, les tableaux indiquent les chiffres relatifs aux prêts en équivalents USD, convertis au moment de l'approbation du prêt.

Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1978-2002
28	33	32	30	29	30	27	25	25	628
349,3	391,7	395,1	397,7	407,9	432,7	409,0	403,1	365,9	7669,1
71	132	212	258	110	124	120	106	85	1 648
16,8	23,6	28,3	35,4	30,2	29,6	32,8	30,8	23,9	442,6
366,1	415,3	423,4	433,1	438,1	462,3	441,8	433,9	389,8	8 111,7
122,4	261,4	286,5	448,5	293,0	116,8	276,0	270,3	155,7	6 565,4
91,3	215,8	250,7	323,8	249,7	89,2	151,3	203,1	96,0	5 222,6
30,1	45,7	19,0	109,4	20,2	20,9	57,7	16,9	51,2	1 124,3
0,9		1,5	9,3	2,7	2,5	0,1	0,4		30,2
								7,2	7,2
184,4	262,7	309,2	338,5	319,8	207,5	326,7	323,1	289,9	7 912,1
656,0	915,9	994,8	1 187,4	1 021,5	757,8	1 012,5	996,8	814,6	22 181,9
168	186	190	188	204	211	199	206	203	
14	13	27	29	19	23	33	25	27	389
131	107	98	94	89	68	60	54	56	
25	28	27	21	24	28	25	24	24	492
104	107	111	113	114	115	115	115	115	115
185,2	193,7	261,9	259,8	298,9	284,0	285,1	299,6	267,3	4 606,8
89,1	110,0	110,7	115,6	123,4	133,2	132,9	128,0	126,8	1 457,4
95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	
157	158	158	160	161	161	161	162	162	
107	111	126	126	126	132	132	132	132	
47,7	49,7	50,7	50,5	52,2	52,9	47,1	49,9	40,3	
					2,6	4,3	4,3	7,9	

Répartition des prêts par région⁸ et par pays prioritaires

En 2002, l'Afrique a reçu la plus grosse part des prêts, soit 36,1%, dont 19,3% pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et 16,8% pour l'Afrique orientale et australe (tableau 4 et graphique 2). L'Asie et le Pacifique ont reçu 26,5% des prêts, l'Amérique latine et les Caraïbes 14,1% et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord 23,3%, chiffre nettement supérieur à la moyenne des années antérieures pour la région.

TABEAU 3
Récapitulation du financement sous forme de dons au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2002

	1978-90	1991-2002	2002	1978-2002	%
Projets et composantes de projets					
Montant	23,5	8,9	–	32,4	7,3
Nombre de dons	34	6	–	40	
Préparation de projets/Fonds d'élaboration des projets^{a b}					
Montant	19,5	69,9	–	89,4	20,2
Nombre de dons	117	504	–	621	
Recherche					
Montant	92,8	69,7	7,9	162,5	36,7
Nombre de dons	121	85	15,0	206	
Recherche GCRAI					
Montant	64,8	45,1	7,2	109,9	67,6
Nombre de dons	89	48	6	137	
Recherche non-GCRAI					
Montant	28,0	24,6	0,8	52,6	32,4
Nombre de dons	32	37	9	69	
Formation et autres					
Montant	21,4	98,2	13,5	119,6	27,0
Nombre de dons	23	272	40	295	
Mécanisme spécial d'intervention^b					
Montant	4,8	13,3	–	18,1	4,1
Nombre de dons	24	161	–	185	
Évaluation environnementale^b					
Montant	–	4,2	–	4,2	0,9
Nombre de dons	–	52	–	52	
Programme de coopération élargie FIDA/ONG					
Montant ^c	0,5	15,9	2,5	16,5	3,7
Nombre de dons ^c	10	239	30	249	
Montant total^d	162,5	280,1	23,9	442,6	100,0
Nombre total de dons^{d,e}	329	1 319	85	1 648	

^a Le Fonds d'élaboration des projets a été établi en 1995 pour couvrir les coûts de la formulation de projets. Auparavant, une partie de ces coûts était financée par des dons alloués à la préparation.

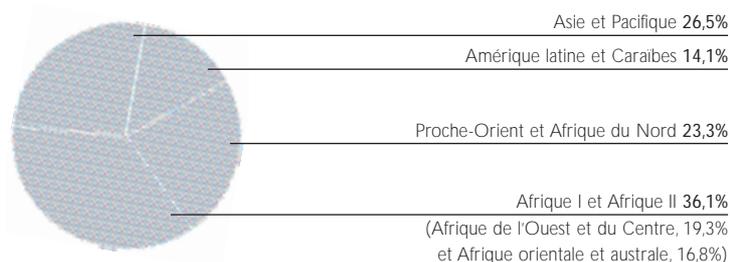
^b Ces dons ne font plus partie du programme ordinaire de dons et relèvent désormais du Mécanisme de financement du développement des programmes.

^c Y compris les coûts de la Consultation FIDA/ONG et des réunions du Groupe consultatif.

^d Au cours de la période 1986-1995, 86 dons ont été approuvés pour un montant total de 24,1 millions de USD au titre du Programme spécial pour l'Afrique.

^e Le nombre total des dons indiqué dans ce tableau pour les années passées diffère de celui qui figure dans les *rapports annuels* antérieurs par suite de la révision des données relatives aux dons approuvés.

GRAPHIQUE 2
Répartition par région des prêts approuvés en 2002



TABEAU 4
Projets du FIDA par région au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2002
(montants en millions de USD)

	1978-91	1992-2002	2002	%	1978-2002	%
Afrique I:						
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Total	654,7	689,1	70,6	19,3	1 343,8	17,5
Programme ordinaire	501,4	647,9	70,6		1 149,3	
Nombre de projets ^a	60	59	6		119	
Programme spécial pour l'Afrique	153,3	41,2	–		194,5	
Nombre de projets ^b	15	4	–		19	
Emprunteurs bénéficiaires ^c	24	24	24		24	
Afrique II:						
Afrique orientale et australe						
Total	556,5	791,0	61,4	16,8	1 347,5	17,6
Programme ordinaire	460,5	740,5	61,4		1 201,1	
Nombre de projets ^a	45	58	4		103	
Programme spécial pour l'Afrique	96,0	50,5	–		146,5	
Nombre de projets ^b	7	5	–		12	
Emprunteurs bénéficiaires ^c	18	20	20		20	
Asie et Pacifique						
Programme ordinaire	1 236,2	1 240,4	97,1	26,5	2 476,6	32,3
Nombre de projets ^a	82	76	5		158	
Emprunteurs bénéficiaires ^c	16	21	21		21	
Amérique latine et Caraïbes						
Programme ordinaire	492,1	726,6	51,7	14,1	1 218,7	15,9
Nombre de projets ^a	55	55	3		110	
Emprunteurs bénéficiaires ^c	25	28	28		28	
Proche-Orient et Afrique du Nord^d						
Total	540,3	742,1	85,1	23,3	1 282,4	16,7
Programme ordinaire	520,8	725,4	85,1		1 246,2	
Nombre de projets ^a	46	57	7		103	
Programme spécial pour l'Afrique	19,6	16,7	–		36,2	
Nombre de projets ^b	3	1	–		4	
Emprunteurs bénéficiaires ^c	12	22	22		22	
Total des prêts du FIDA	3 479,8	4 189,3	365,9	100,0	7 669,1	100,0
Programme ordinaire	3 211,0	4 080,9	365,9		7 291,9	
Programme spécial pour l'Afrique	268,8	108,4	–		377,2	
Nombre total de projets	313	315	25		628	
Programme ordinaire	288	305	25		593	
Programme spécial pour l'Afrique	25	10	–		35	
Total emprunteurs bénéficiaires^c	95	115	115		115	

^a Comprend les projets financés par des dons.

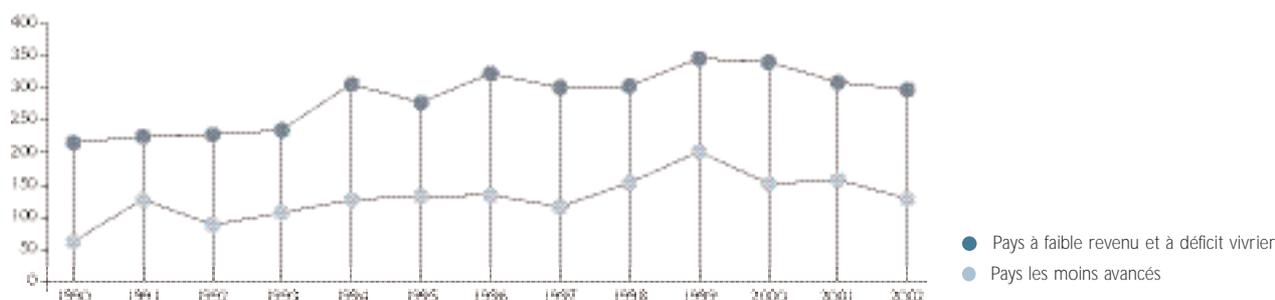
^b Les projets financés par des prêts/dons au titre à la fois du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique (12 en tout) sont uniquement pris en compte au titre du Programme ordinaire.

^c Comprend les pays ou territoires ayant des projets financés par des dons à la fin de la période considérée.

^d Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

Les projets de 2002 ont été plus que jamais axés sur les domaines prioritaires pour le FIDA. Plus de 80% des nouveaux financements sont allés à des pays à faible revenu et à déficit vivrier – tels que définis par la FAO – et 35% aux pays classés par l'ONU comme étant les moins avancés (tableau 5 et graphique 3).

GRAPHIQUE 3
Prêts aux pays prioritaires, 1990-2002
(en millions de USD)



68

TABLEAU 5
Récapitulation des prêts du FIDA afférents à des projets dans les pays prioritaires au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2002
(montants en millions de USD)

	1978-91	%	1991-2002	%	2002	%	1978-2002	%	Nombre de pays ^c			
									Appartenant au groupe concerné	Membres du FIDA	Bénéficiant de projets du FIDA	
Pays les moins avancés (PMA)^a												
Montant	1 481,1	42,6	1 496,5	35,7	130,0	35,5	2 977,7	38,8				
Nombre de projets	159		129		10		288		49	46	44	
Pays à faible revenu et à déficit vivrier^b												
Montant	2 816,6	80,9	3 256,1	77,7	298,7	81,6	6 072,7	79,2				
Nombre de projets	249		241		20		490		82	77	75	
Ensemble des projets du FIDA	3 479,8		4 189,3		365,9		7 669,1					
Nombre total de projets	313		315		25		628					

^a L'Organisation des Nations Unies a classé 49 pays comme étant les "moins avancés" sur la base des critères suivants: faible revenu, faible taux d'alphabétisation et faible part des produits manufacturés dans la production totale. Ces pays sont: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Congo, R.D. du, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Laos, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, République-Unie de, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

N.B. Kiribati, Tuvalu et Vanuatu ne sont pas membres du FIDA.

^b La FAO a recensé 82 pays à faible revenu et à déficit vivrier: Afghanistan, Albanie, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Comores, Congo, Congo, R.D. du, Corée, R.P.D. de, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Laos, Lesotho, Libéria, Macédoine, ex-République yougoslave de, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République centrafricaine, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, Tanzanie, République-Unie de, Tchad, Togo, Turkménistan, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

N.B. Kiribati, Ouzbékistan, Turkménistan, Tuvalu et Vanuatu ne sont pas membres du FIDA.

^c Certains pays appartenant à plus d'un groupe, il en résulte des chevauchements dans les effectifs des groupes.

Répartition des prêts par conditions de prêt⁹

Le FIDA accorde essentiellement des prêts à des conditions particulièrement favorables¹⁰, c'est-à-dire des prêts ayant une composante don dépassant les deux tiers de leur valeur nominale. En 2002, 78,2% du total annuel des prêts ont été consentis à des conditions particulièrement favorables (tableau 6), contre 8,5% accordés à des conditions intermédiaires et 13,3% à des conditions ordinaires.

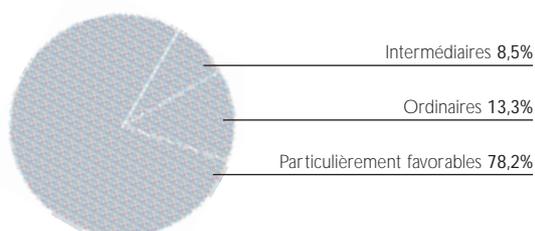
TABLEAU 6
Récapitulation des prêts du FIDA par conditions de prêt
au titre du Programme ordinaire, 1978-2002^a
(montants en millions de USD)

	1978-91	%	1991-2002	%	2002	%	1978-2002	%
Particulièrement favorables								
Montant	2 007,5	62,5	2 996,8	73,4	286,0	78,2	5 004,3	68,6
Nombre de prêts	181		225		19		406	
Intermédiaires								
Montant	884,4	27,5	621,4	15,2	31,2	8,5	1 505,8	20,6
Nombre de prêts	80		46		2		126	
Ordinaires								
Montant	319,1	9,9	462,8	11,3	48,7	13,3	781,9	10,7
Nombre de prêts	28		32		3		60	
Montant total	3 211,0	100	4 080,9	100	365,9	100	7 291,9	100
Nombre total de prêts^b	289		303		24		592	

^a Les prêts au titre du PSA ne sont pas pris en compte dans ce tableau. Il s'agit de prêts octroyés à des conditions particulièrement favorables aux régions Afrique et Proche-Orient et Afrique du Nord.

^b Un projet peut être financé par plus d'un prêt ou par un don, ce qui explique que le nombre de prêts peut différer du nombre de projets figurant dans d'autres tableaux.

GRAPHIQUE 4
Prêts du FIDA approuvés en 2002 par conditions d'octroi



9/ Ces conditions de prêt sont celles accordées par le FIDA aux pays emprunteurs et n'ont aucun rapport avec les conditions et modalités régissant les lignes de crédit qu'offrent ces projets.

10/ Le FIDA accorde des prêts selon trois types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt mais commission de service de 0,75% l'an et remboursement sur 40 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt annuel équivalant à 50% du taux d'intérêt variable de référence et remboursement sur 20 ans); conditions ordinaires (taux d'intérêt égal à celui variable de référence et remboursement sur 15 à 18 ans).

Proportionnellement au portefeuille global de prêts du FIDA, les prêts à des conditions particulièrement favorables représentent maintenant 68,6%, soit un peu plus des deux tiers prévus dans les *Principes et critères du FIDA en matière de prêts*.

En ce qui concerne la répartition par région, 90,4% des prêts accordés à l'Afrique sont assortis de conditions particulièrement favorables (tableau 7), ainsi que 80,5% de ceux qui ont été consentis à l'Asie et Pacifique. En Amérique latine et Caraïbes ainsi qu'au Proche-Orient et Afrique du Nord, où les pays emprunteurs ont en moyenne un revenu relativement plus élevé, les prêts sont généralement accordés à des conditions moins favorables.

Décaissements

Le montant cumulé des décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire s'élevait à 4 310,5 millions de USD (73,3% des engagements) à la fin de 2002, contre 4 048,4 millions de USD (72% des engagements) à la fin de 2001 (tableaux 8 et 9).

Au titre du Programme spécial pour l'Afrique, le montant cumulé des décaissements était de 303,7 millions de USD (94,3% des engagements) à la fin de 2002, contre 298,5 millions de USD (90,9% des engagements) à la fin de 2001.

En 2002, le total des décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique s'est chiffré à 263,4 millions de USD (4,4% des engagements) et à 5,4 millions de USD (1,8% des engagements), respectivement.

TABLEAU 7
Récapitulation des prêts par région et par conditions de prêt au titre du Programme ordinaire, 1978-2002^a
(montants en millions de USD)

	Afrique	%	Asie et Pacifique	%	Amérique latine et Caraïbes	%	Proche-Orient et Afrique du Nord	%	Total	%
Conditions particulièrement favorables										
Montant	2 125,6	90,4	1 994,1	80,5	288,8	23,7	595,8	47,8	5 004,3	68,6
Pourcentage	42,5		39,8		5,8		11,9		100,0	
Nombre de prêts	197		129		25		55		406	
Intermédiaires										
Montant	208,1	8,9	482,6	19,5	399,9	32,8	415,2	33,3	1 505,8	20,6
Pourcentage	13,8		32,0		26,6		27,6		100,0	
Nombre de prêts	21		30		46		29		126	
Ordinaires										
Montant	16,7	0,7	–	–	529,9	43,5	235,2	18,9	781,9	10,7
Pourcentage	2,1		–		67,8		30,1		100,0	
Nombre de prêts	3		–		39		18		60	
Montant total	2 350,4	100,0	2 476,6	100,0	1 218,7	100,0	1 246,2	100,0	7 291,9	100,0
Pourcentage du total des prêts du FIDA	32,2		34,0		16,7		17,1		100,0	
Nombre total de prêts^b	221		159		110		102		592	

^a Les prêts au titre du PSA ne sont pas pris en compte dans ce tableau. Il s'agit de prêts octroyés à des conditions particulièrement favorables aux régions Afrique et Proche-Orient et Afrique du Nord.

^b Un projet peut être financé par plus d'un prêt ou par un don, ce qui explique que le nombre de prêts peut différer de celui de projets figurant dans d'autres tableaux.

TABLEAU 8
Montant annuel des décaissements de prêts par région
au titre du Programme ordinaire, 1979-2002
(montants en millions de USD)

	1979-1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2001	1979-2002
Afrique I	245,9	23,5	23,4	26,0	25,8	27,8	34,2	34,2	30,4	36,0	33,0	34,5	574,5
Afrique II	275,2	22,0	24,7	25,0	27,2	28,9	24,9	37,9	30,7	40,2	54,1	46,9	637,5
Asie et Pacifique	786,7	49,9	51,4	55,5	62,7	88,4	94,8	95,7	86,2	83,0	97,9	86,1	1 637,7
Amérique latine et Caraïbes	265,3	13,1	28,6	30,7	29,7	35,7	45,3	50,4	53,2	51,0	63,1	51,4	717,5
Proche-Orient et Afrique du Nord ^a	294,4	27,0	36,0	25,7	19,5	38,9	28,9	55,5	70,2	59,7	43,2	44,5	743,3
Total	1 867,6	135,4	164,1	163,0	164,9	219,7	228,2	273,7	270,7	269,8	291,3	263,4	4 310,5

^a Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

Source: Système prêts et dons (SPD).

TABLEAU 9
Décaissement des prêts par région et par conditions d'octroi
au titre du Programme ordinaire, 1979-2002
(montants en millions de USD)

	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Total
Afrique I				
Montant	501,8	60,3	12,4	574,5
Pourcentage de l'engagement effectif	65,8	100,0	100,0	68,7
Afrique II				
Montant	567,7	68,6	1,2	637,5
Pourcentage de l'engagement effectif	64,6	8,6	100,0	66,4
Asie et Pacifique				
Montant	1 273,9	363,8	–	1 637,7
Pourcentage de l'engagement effectif	77,4	95,9	–	80,9
Amérique latine et Caraïbes				
Montant	151,0	307,7	258,8	717,5
Pourcentage de l'engagement effectif	55,7	83,8	66,7	70,0
Proche-Orient et Afrique du Nord^a				
Montant	371,5	231,1	140,7	743,3
Pourcentage de l'engagement effectif	70,1	67,7	83,6	71,4
Total	2 865,9	1 031,5	413,1	4 310,5
Pourcentage de l'engagement effectif	70,1	84,0	72,4	73,2

^a Cette région comprend des pays de l'ex-Union soviétique, d'Europe orientale et d'Asie centrale.

Source: Système prêts et dons (SPD).

Cofinancement des projets du FIDA

Sur les 25 projets approuvés en 2002, 24 ont été conçus à l'initiative du FIDA (tableau 10). Sur ce nombre, 17 ont bénéficié de cofinancements extérieurs pour un montant de 138,4 millions de USD (21,9% de leurs coûts), auxquels se sont ajoutées des contributions nationales – apportées par les gouvernements bénéficiaires ou d'autres sources locales de financement¹¹ – pour un montant de 241,6 millions de USD, soit 38,2% de leurs coûts. Les huit autres projets dus à l'initiative du FIDA ont été financés par le Fonds (75,5%) et des ressources locales (24,5%).

Sur le montant de 2 347,7 millions de USD apporté au fil des ans aux projets dus à l'initiative du FIDA par des cofinanceurs extérieurs, l'essentiel provient de donateurs multilatéraux (71,5%), suivis par les donateurs bilatéraux (21,8%) (graphique 5). L'engagement du secteur privé dans le financement du développement est relativement nouveau. En ce qui concerne les projets dus à l'initiative du FIDA, ces financements se montent maintenant à 7,2 millions de USD, soit 0,3% du montant total des cofinancements pour ces projets.

Les principaux cofinanceurs multilatéraux ont été la BIRD du Groupe de la Banque mondiale, avec 259,9 millions de USD, et le FADES avec 224,5 millions de USD (graphique 6). Ils représentent à eux deux 29% du total du cofinancement multilatéral, qui s'élève à 1 687,8 millions de USD. Parmi les donateurs bilatéraux, l'Allemagne se place au premier rang, avec 81,6 millions de USD, suivie par le Royaume-Uni avec 74,1 millions de USD – soit 16,0% et 14,5% respectivement du cofinancement bilatéral total des projets dus à l'initiative du FIDA (graphique 7).

TABLEAU 10
Cofinancement des projets du FIDA au titre du Programme ordinaire
et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2002
(montants en millions de USD)

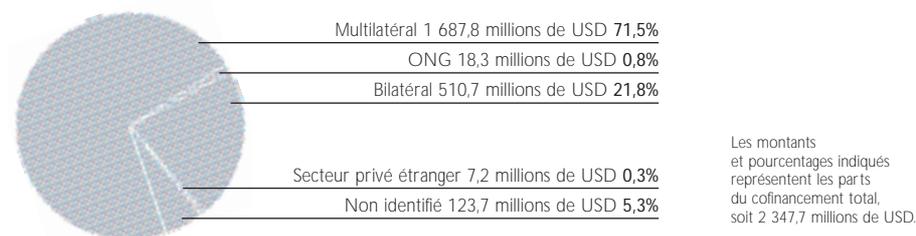
	1978-91	%	1992-2002	%	2002	%	1978-2002	%
Projets dus à l'initiative des institutions coopérantes								
FIDA ^a	1 034,0	14,8	434,6	18,4	12,7	28,3	1 468,5	15,7
Cofinancement ^b	2 853,8	40,9	1 363,9	57,7	17,4	38,8	4 217,7	45,1
Contribution nationale	3 094,6	44,3	564,0	23,9	14,7	32,9	3 658,5	39,2
Total ^b	6 982,3	100,0	2 362,5	100,0	44,8	100,0	9 344,8	100,0
Nombre de projets	96		40		1		136	
Projets dus à l'initiative du FIDA et cofinancés								
FIDA ^a	1 367,1	38,2	2 457,6	46,3	252,7	39,9	3 824,6	43,1
Cofinancement ^b	1 095,2	30,6	1 252,5	23,6	138,4	21,9	2 347,7	26,4
Contribution nationale	1 113,5	31,1	1 597,7	30,1	241,6	38,2	2 711,2	30,5
Total ^b	3 575,7	100,0	5 307,8	100,0	632,6	100,0	8 883,5	100,0
Nombre de projets	134		184		17		318	
Projets dus à l'initiative du FIDA et exclusivement financés par celui-ci								
FIDA ^a	1 101,6	58,4	1 309,7	63,3	103,6	75,5	2 411,3	61,0
Contribution nationale	783,7	41,6	758,6	36,7	33,6	24,5	1 542,3	39,0
Total ^b	1 885,3	100,0	2 068,3	100,0	137,2	100,0	3 953,6	100,0
Nombre de projets	83		91		7		174	
Tous types de projets								
FIDA ^a	3 502,7	28,1	4 201,8	43,1	368,9	45,3	7 704,4	34,7
Cofinancement ^b	3 949,0	31,7	2 616,4	26,9	155,7	19,1	6 565,4	29,6
Contribution nationale	4 991,7	40,1	2 920,4	30,0	289,9	35,6	7 912,1	35,7
Total ^b	12 443,3	100,0	9 738,5	100,0	814,6	100,0	22 181,9	100,0
Nombre de projets	313		315		25		628	

^a Les montants financés par le FIDA comprennent des dons destinés à des composantes de projets.

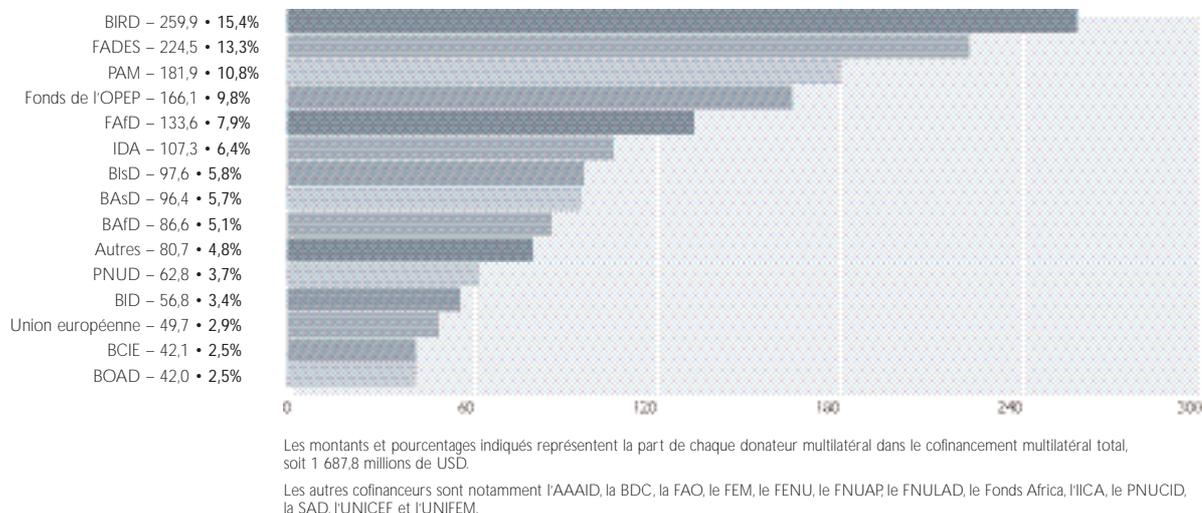
^b Y compris les cofinancements dont les sources n'ont pas encore été confirmées.

11/ Les ressources nationales englobent 30,1 millions de USD mobilisés grâce à l'initiative de conversion de la dette italienne pour le projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest en Égypte.

GRAPHIQUE 5
Cofinancement des projets dus à l'initiative du FIDA
au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2002

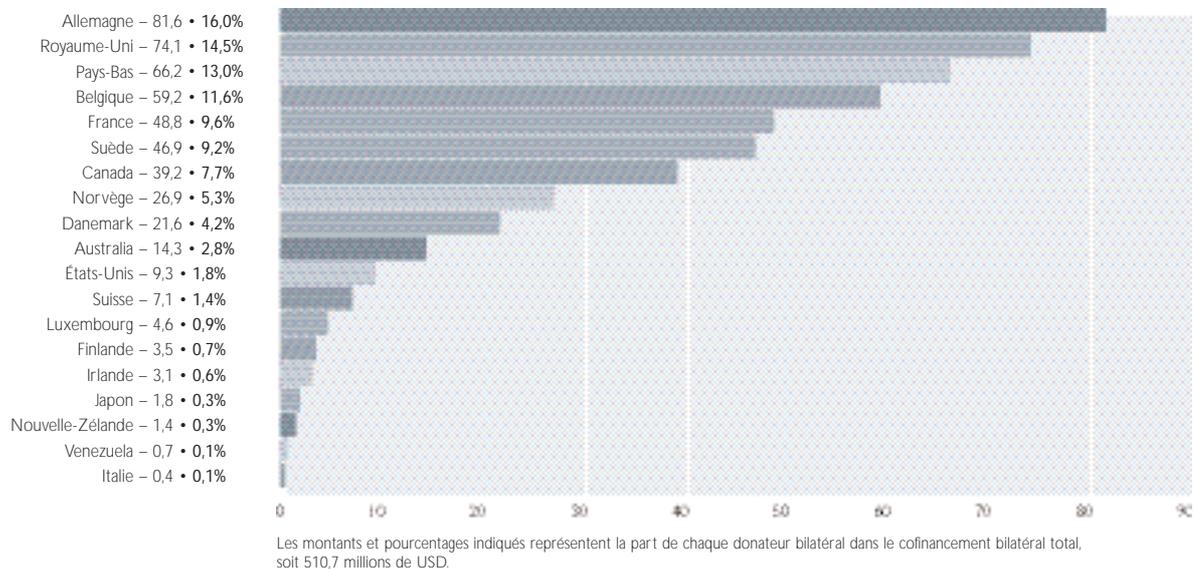


GRAPHIQUE 6
Cofinancement, par des donateurs multilatéraux, de projets dus à l'initiative du FIDA
au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2002
(montants en millions de USD)



73

GRAPHIQUE 7
Cofinancement, par des États membres donateurs (bilatéraux), de projets dus à l'initiative du FIDA au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2002
(montants en millions de USD)

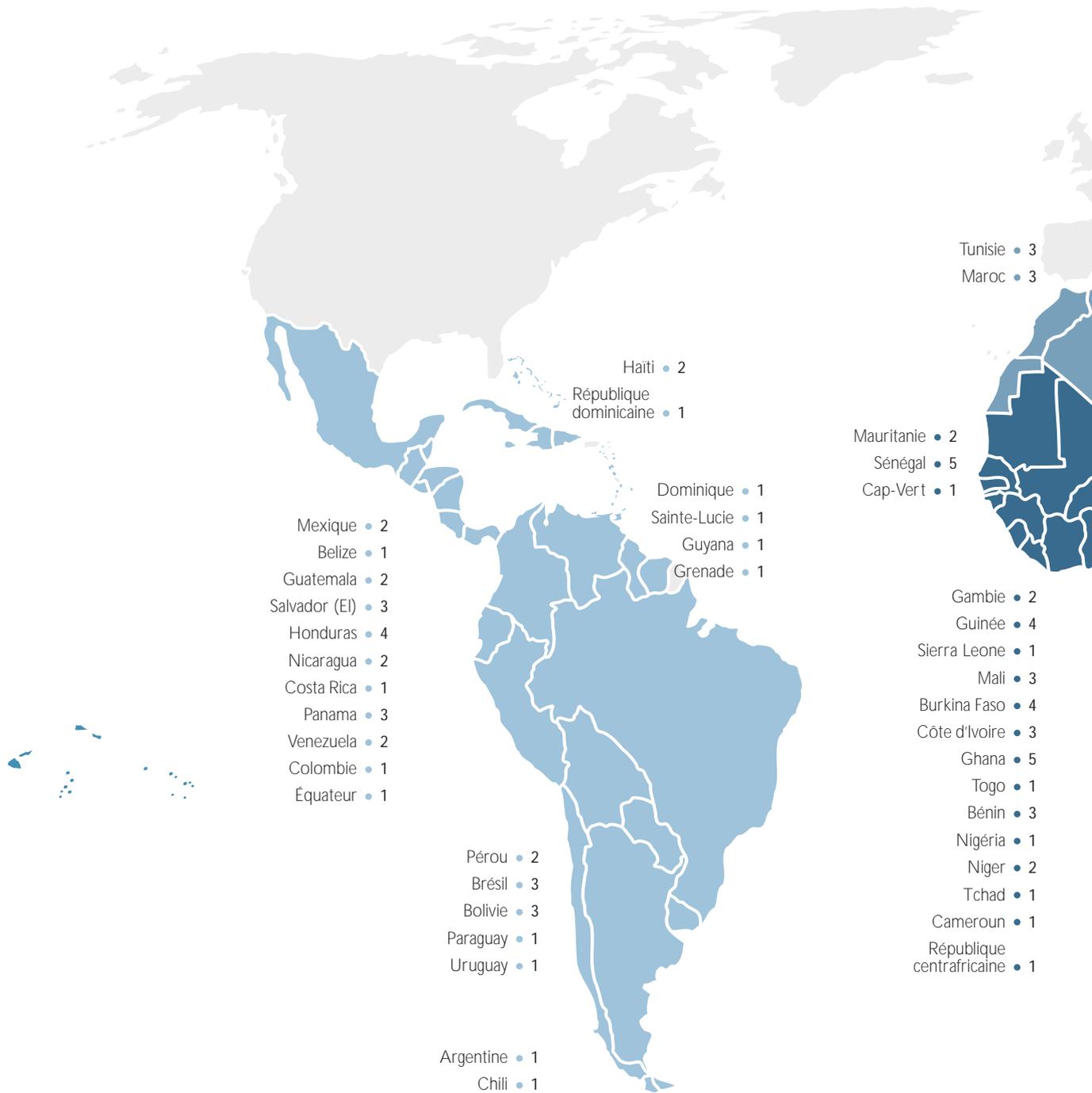


Nombre de projets et programmes en cours par pays et par région en 2002

203 Projets
92 Pays et Gaza et Cisjordanie

Afrique I
(Afrique de l'Ouest et du Centre)
40 Projets
17 Pays

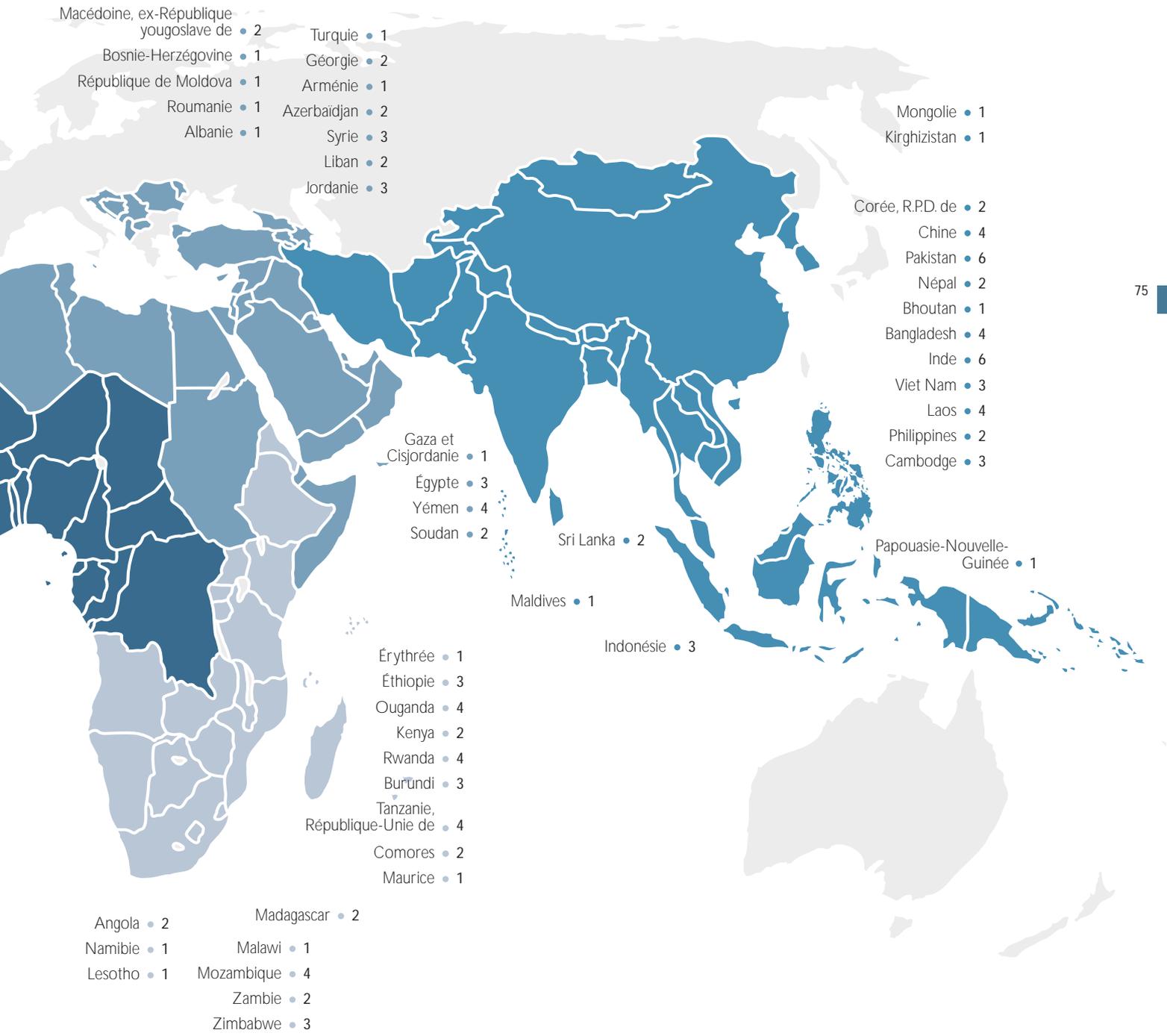
Afrique II
(Afrique orientale et australe)
40 Projets
17 Pays

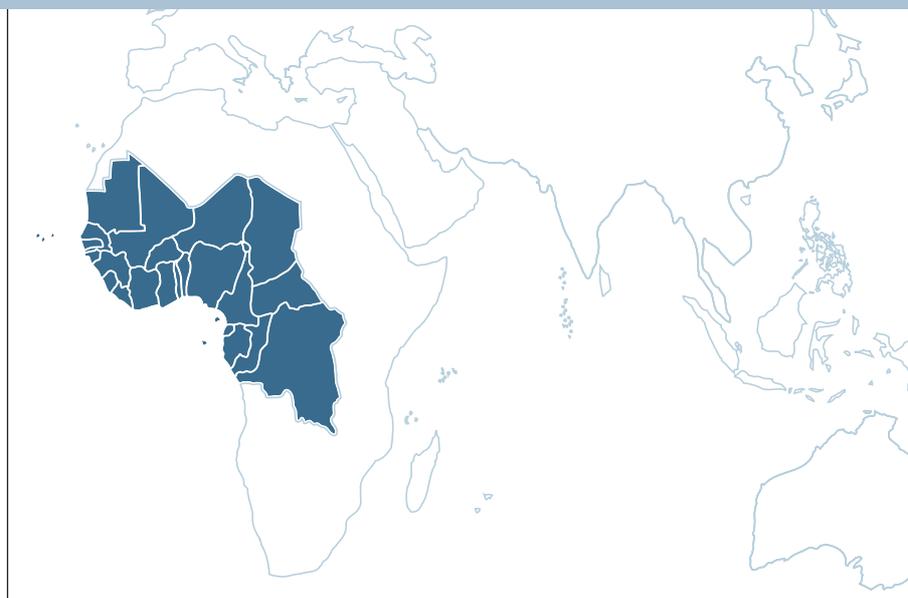


Asie et Pacifique
46 Projets
17 Pays

**Amérique latine
et Caraïbes**
41 Projets
24 Pays

**Proche-Orient
et Afrique du Nord**
36 Projets
17 Pays et
Gaza et Cisjordanie





AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Cameroun

Projet d'appui au développement communautaire

Ce projet a pour objectif général de promouvoir le développement socioéconomique durable des populations rurales les plus pauvres en augmentant leurs revenus et en améliorant leur sécurité alimentaire. Il atteindra ce but en renforçant l'aptitude des communautés à satisfaire leurs besoins en matière de développement. On s'attachera en particulier à éliminer les obstacles au développement auxquels se heurtent les groupes ruraux les plus pauvres, en particulier les femmes. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants: i) renforcer les capacités des communautés ainsi que des organismes de soutien et des prestataires de services, privés et publics; ii) améliorer l'accès des groupes ruraux, y compris des femmes, aux ressources, aux actifs et aux services; iii) promouvoir les activités rémunératrices offertes aux ruraux pauvres.

Montant du prêt: 9,5 millions de DTS (approximativement 11,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 18,3 millions de USD, dont 1,8 million pris en charge par les bénéficiaires, 984 000 USD par le gouvernement, et 3,8 millions de USD par des institutions financières nationales.

Institution coopérante: UNOPS

Ghana

Projet en faveur des petites entreprises rurales – Phase II

Le projet a pour objectif général de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie et les revenus des ruraux pauvres, l'accent étant mis sur les femmes et les groupes vulnérables, en développant l'emploi indépendant et salarié. Il a pour objectif spécifique de mettre en place un secteur rural compétitif de micro et petites entreprises (MPE), avec l'appui de services de bonne qualité, faciles d'accès et durables. Il vise à créer un environnement plus favorable, à stimuler la création et le développement de l'emploi indépendant et de la microentreprise, principalement par le perfectionnement des compétences administratives et techniques, à renforcer les techniques de production et les méthodes de gestion des MPE, à améliorer la qualité, la présentation et le conditionnement des biens et services fournis par les MPE rurales, à améliorer la commercialisation de leurs produits, à introduire des techniques de production respectueuses de l'environnement, à faciliter l'accès aux fonds de roulement et aux capitaux d'investissement; et à renforcer les moyens d'action des associations professionnelles et des organisations de clients. S'appuyant sur l'expérience et les enseignements tirés de la phase I, le projet aura une durée d'investissement de huit ans et soutiendra environ 60 000 MPE dans 65 districts ainsi que la création d'environ 110 000 emplois.

Guinée

Projet de développement agricole durable en Guinée forestière

L'objectif global du projet est d'améliorer les revenus et les conditions de vie des ruraux pauvres de la région forestière par l'organisation des communautés rurales et villageoises dans le but de garantir un développement agricole durable. Les objectifs spécifiques sont de responsabiliser la population cible, ses organisations et les institutions participantes pour parvenir à un développement agricole durable, d'accroître la productivité agricole, de diversifier à long terme les sources de revenus et, enfin, d'améliorer l'accès des ruraux pauvres aux services financiers.

Mauritanie

Projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama – Phase II

L'objectif général du projet est de contribuer à atténuer l'incidence et la gravité de la pauvreté rurale, comme le prévoit le DSRP élaboré pour la Mauritanie, ainsi qu'à améliorer les indicateurs du développement humain et à renforcer les capacités institutionnelles des populations rurales. Les objectifs en matière de développement sont les suivants: renforcer la capacité des organisations de bénéficiaires à planifier, exécuter, gérer et évaluer les activités et les programmes présentant le plus d'intérêt pour leurs membres; accroître les revenus des ruraux pauvres et en particulier ceux des groupes les plus vulnérables (petits agriculteurs, femmes et jeunes); améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres en élargissant l'accès aux infrastructures et aux services de base; enfin, gérer durablement la base des ressources naturelles.

Montant du prêt: 8,5 millions de DTS (approximativement 11,2 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 29,3 millions de USD, dont 2,4 millions de USD seront apportés par les bénéficiaires, 10,0 millions de USD par le Fonds africain de développement (FAfD), 1,8 million de USD par les autorités locales, 3,7 millions de USD par le gouvernement, et 181 200 USD par des institutions financières nationales.

Institution coopérante: UNOPS

Montant du prêt: 9,4 millions de DTS (approximativement 12,5 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 15,5 millions de USD, dont 1,2 million de USD à fournir par les bénéficiaires et 1,9 million de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS

Montant du prêt: 7,6 millions de DTS (approximativement 10,1 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 11,5 millions de USD, dont 170 000 USD seront apportés par les bénéficiaires et 1,2 million de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS

Niger

Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié

L'objectif général du projet en matière de développement est d'améliorer les revenus et le niveau de vie des pauvres de l'arrondissement d'Aguié, l'accent étant mis surtout sur les femmes et les jeunes adultes. Son objectif particulier est de renforcer, grâce à un processus de développement local, la capacité du groupe cible à identifier et mettre en œuvre des innovations et des initiatives (techniques, économiques ou organisationnelles) propres à atténuer la pauvreté ou la vulnérabilité ou à améliorer la sécurité alimentaire. À cette fin, le projet prévoit une coopération étroite avec les bénéficiaires pour: identifier, analyser, mettre au point et diffuser les innovations locales; créer des instances et organisations rurales ou les renforcer afin de faciliter le dialogue, la prise de décisions et la mise en œuvre des initiatives à l'échelon local; permettre aux individus et aux groupes d'élaborer et d'exécuter leurs propres microprojets; et, enfin, renforcer la capacité des services publics et privés à satisfaire sur le plan local les besoins et les demandes du groupe cible.

Montant du prêt: 7,6 millions de DTS (approximativement 10,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 17,6 millions de USD, dont 1,2 million de USD à fournir par les bénéficiaires, 3,8 millions de USD par le PC-FBS et 2,6 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS

Nigéria

Programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger

L'objectif global du programme est d'améliorer le niveau et la qualité de vie d'au moins 400 000 ruraux pauvres habitant dans les États du delta du Niger en mettant l'accent sur les femmes, particulièrement vulnérables. Le programme aidera également les jeunes ruraux à améliorer leurs possibilités de production et à orienter leurs énergies vers la gestion des ressources naturelles et l'amélioration durable de leurs moyens de subsistance. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants: i) renforcer l'autonomie des groupes les plus vulnérables pour leur permettre de participer efficacement aux activités de développement centrées sur la création de moyens de subsistance durables en milieu rural, la gestion des ressources naturelles et les infrastructures communautaires villageoises; ii) soutenir les interventions concrètes choisies par les pauvres grâce à un financement flexible du Fonds pour le développement communautaire. Le programme sera aussi axé sur le renforcement des capacités d'un ensemble d'institutions fédérales, locales et inter-États, et s'appuiera sur le système administratif décentralisé. En outre, il consolidera les partenariats entre donateurs, ONG, organisations communautaires et autres organismes.

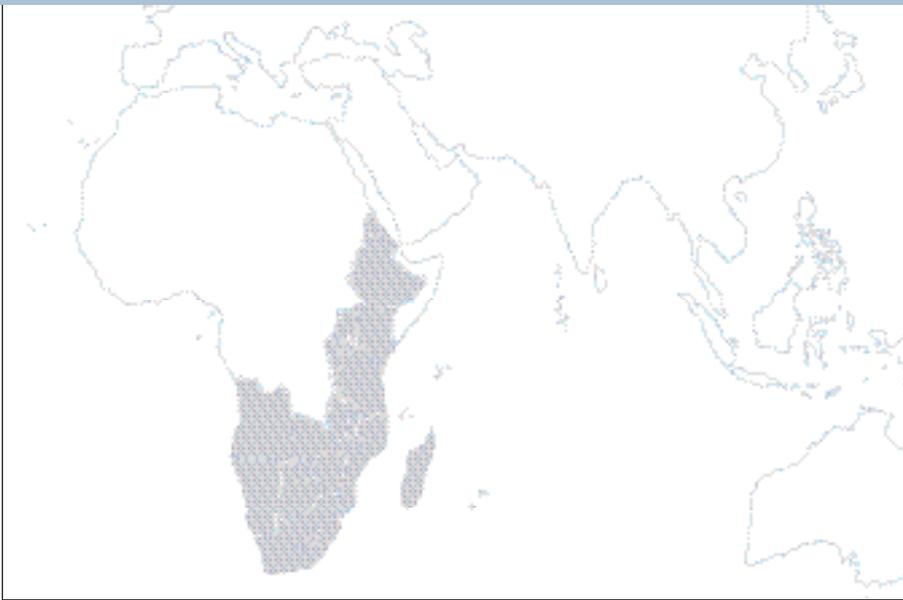
Montant du prêt: 11,4 millions de DTS (approximativement 15,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 82,2 millions de USD, dont 4,4 millions de USD seront apportés par les bénéficiaires, 40,2 millions de USD par les autorités locales, 18,8 millions par le gouvernement et 3,8 millions par d'autres bailleurs de fonds.

Institution coopérante: Association internationale de développement (IDA)

Récapitulatif des financements du FIDA dans la région

Pour cette région, six projets ont été approuvés en 2002, et quatre autres se sont achevés. Les nouveaux projets approuvés, pour un montant total de 70,6 millions de USD, concernent les pays suivants: Cameroun, Ghana, Guinée, Mauritanie, Niger et Nigéria. À la fin de 2002, le FIDA apportait son concours financier à un portefeuille de 40 projets en cours dans 17 pays emprunteurs, pour un montant total de 465,8 millions de USD provenant du FIDA; ces projets étaient en outre financés à hauteur de 471,9 millions de USD par d'autres sources externes, les gouvernements emprunteurs et les bénéficiaires. Les principaux partenaires de cofinancement qui opèrent dans la région sont notamment le Fonds africain de développement (FAfD), la BAFD, le FADES, l'Allemagne, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, le Fonds de l'OPEP, la BOAD et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes présentes dans la région sont la BAFD, le FADES, la BOAD, l'UNOPS et la Banque mondiale/IDA.



AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

Érythrée

Projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka

Le projet a pour but de réduire la pauvreté dans la population cible, au moyen d'investissements définis à l'échelon local en faveur de la production animale et végétale et de l'amélioration des services sociaux. Il a pour objectif de permettre aux ménages pauvres de la zone du projet: i) d'être en mesure d'utiliser les services mis à leur disposition par les pouvoirs publics et par d'autres instances à l'appui de leurs initiatives et de leurs priorités en matière de développement socioéconomique; ii) d'accroître durablement leur production vivrière, de réduire l'insécurité alimentaire et de s'assurer des revenus agricoles plus élevés grâce aux améliorations apportées à leurs activités de production animale et végétale; enfin, iii) d'améliorer durablement leur état de santé. Le projet s'attachera: à mobiliser et renforcer les communautés et leurs organisations grâce à des processus participatifs de planification, d'exécution et de suivi des activités; à donner aux institutions publiques les moyens de prendre en compte les priorités des communautés d'une manière décentralisée, transparente et responsable; à faire mieux connaître les méthodes visant à améliorer les systèmes de production paysanne et favoriser leur utilisation dans la zone du projet; enfin, à faciliter l'accès de la population à l'eau potable et aux services communautaires de santé publique.

Kenya

Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya

Le but général du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté en favorisant l'utilisation plus efficace des ressources naturelles et le recours à des pratiques agricoles améliorées. Un objectif intermédiaire est de promouvoir l'utilisation équitable de ces ressources, l'accent étant mis sur la protection de l'environnement. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) appliquer en exploitation et hors exploitation des mesures de protection et de restauration de l'environnement dans les zones proches des cours d'eau et des aires protégées, l'accent étant mis sur la lutte contre l'érosion du sol; ii) améliorer la gestion des eaux fluviales afin d'accroître le débit de base en saison sèche et de réduire l'alluvionnement et la pollution des cours d'eau; iii) accroître les revenus des ménages en améliorant la commercialisation des denrées agricoles et des produits tirés des ressources naturelles; et iv) renforcer la gouvernance locale afin d'améliorer l'utilisation des terres et la gestion de l'eau.

Montant du prêt: 8,1 millions de DTS (approximativement 10,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 16,1 millions de USD, dont 1,3 million de USD à fournir par les bénéficiaires, 3,5 millions de USD par le PC-FBS, et 1,4 million de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS

Montant du prêt: 12,7 millions de DTS (approximativement 16,7 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 25,7 millions de USD, dont 2,3 millions de USD seront apportés par les bénéficiaires, 1,8 million de USD par le gouvernement et 4,9 millions par le FEM.

Institution coopérante: UNOPS

Montant du prêt: 13,9 millions de DTS (approximativement 18,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 24,5 millions de USD, dont 352 827 USD seront apportés par les bénéficiaires, 1,1 million par le gouvernement, et 4,6 millions par des institutions financières nationales.

Institution coopérante: IDA

Ouganda

Programme relatif aux services financiers ruraux

Le programme a pour objet de mettre en place sur des bases solides un vaste système de financement rural qui donnera aux habitants des campagnes la possibilité d'accroître et de stabiliser leurs revenus et, par là, d'atténuer leur pauvreté. Plus précisément, le programme: i) palliera les insuffisances actuelles de l'aide fournie au sous-secteur de la microfinance en vue d'améliorer la qualité des services financiers ruraux et de les rendre viables, avec un portefeuille de grande qualité; ii) favorisera le développement de services financiers pérennes pour qu'en bénéficie une proportion nettement plus importante de la population rurale du pays; iii) développera les services financiers dans les zones jusqu'à présent mal desservies et iv) aidera les clients potentiels des institutions rurales de microfinancement à adopter une optique plus commerciale.

Rwanda

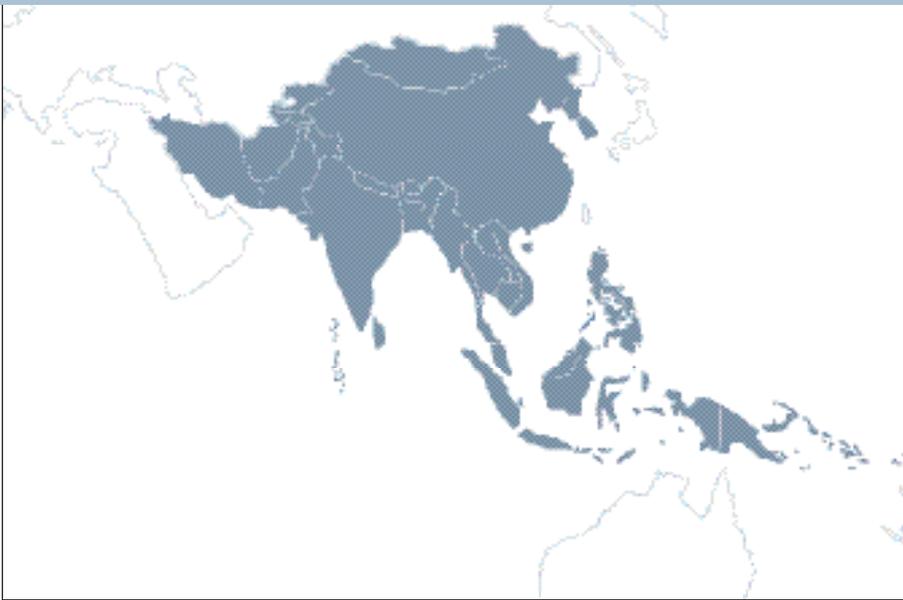
Projet de développement des cultures de rente et d'exportation

Ce projet, simplement conçu et bien ciblé, vise: i) à mettre en place des mécanismes pour augmenter les prix payés aux planteurs, dans toute la mesure compatible avec la viabilité financière de la transformation et de la commercialisation; ii) à optimiser la qualité et la valeur du café et du thé vendus sur les marchés internationaux; iii) à créer des sociétés coopératives de base gérées démocratiquement par les planteurs de café et de thé, et faire en sorte qu'elles participent pleinement aux activités de transformation et de commercialisation et en aient la maîtrise; iv) à faciliter la participation des femmes pauvres et chefs de famille aux activités de mise en valeur du thé et du café; v) à créer dans le secteur privé des entreprises de transformation et de commercialisation efficaces, rentables et financièrement viables, destinées à être gérées par les sociétés coopératives de base; et vi) à promouvoir la diversification des cultures de rente et d'exportation pratiquées par les petites et microentreprises et les coopératives de petits exploitants, en privilégiant les femmes et les ménages très pauvres.

Institution coopérante: UNOPS

Récapitulatif des financements du FIDA dans la région

Pour cette région, quatre projets ont été approuvés en 2002, tandis que sept autres se sont achevés. Les nouveaux projets approuvés pour un montant total de 61,4 millions de USD concernent les pays suivants: Érythrée, Kenya, Ouganda et Rwanda. À la fin de 2002, le FIDA apportait son concours financier à un portefeuille de 40 projets en cours dans 17 pays emprunteurs, pour un montant total de 525,1 millions de USD provenant du FIDA; ces projets étaient en outre financés à hauteur de 468,8 millions de USD par d'autres sources externes, les gouvernements emprunteurs, et les bénéficiaires. Les principaux partenaires de cofinancement qui opèrent dans la région sont notamment le FAfD, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Fonds de l'OPEP, le PAM et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes présentes dans la région sont la BAfD, l'UNOPS et la Banque mondiale/IDA.



ASIE ET PACIFIQUE

Chine

Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi

Le programme a pour finalité de réduire durablement et équitablement la pauvreté dans une population de 300 000 ménages ruraux vulnérables qui vivent dans un environnement où les ressources naturelles limitées se dégradent de plus en plus. Son objectif est d'accroître durablement la capacité de production, tant en exploitation que hors exploitation, et d'élargir l'accès des ménages aux ressources économiques et sociales, notamment les services financiers, l'éducation, la santé et les réseaux sociaux. Le programme vise plus précisément les résultats suivants: i) prestation de services de vulgarisation plus attentifs aux besoins des agriculteurs, à l'équité entre les sexes et aux problèmes de la pauvreté, les démonstrations étant faites par les agriculteurs pauvres; ii) amélioration des terres et de leur utilisation par des investissements accrus dans l'irrigation sur 208 000 mu (1mu = 0,066 ha) et amélioration de l'aridoculture sur environ 480 000 mu; iii) meilleure gestion de l'environnement et renforcement de la lutte contre la désertification sur environ 300 000 mu; iv) attribution, par les services financiers des coopératives de crédit rural, de prêts pour des investissements et prêts de campagne, en étant attentifs à la pauvreté et à l'équité entre les sexes, avec augmentation sensible des prêts aux pauvres – hommes et femmes; v) équipements améliorés pour les services d'éducation et de santé, notamment 547 écoles de village et vaste programme d'alphabétisation pour 31 000 participants; vi) programmes de soutien aux femmes, en particulier formation à certaines compétences, de 45 000 participantes environ; vii) programme de construction, de restauration et d'entretien des infrastructures rurales; et viii) élaboration et application de plans de développement villageois participatifs et soucieux d'équité entre les sexes.

Montant du prêt: 22,0 millions de DTS (approximativement 29,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 90,3 millions de USD, dont 7,1 millions seront apportés par les bénéficiaires, 46,9 millions par le gouvernement et 7,3 millions par le PAM.

Institution coopérante: UNOPS

Montant du prêt: 16,1 millions de DTS (approximativement 20,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 91,2 millions de USD, dont 8,9 millions de USD seront apportés par les bénéficiaires, 9,6 millions par les collectivités locales, 376 000 USD par des institutions financières nationales, 40,0 millions par le DFID et 12,3 millions par le PAM.

Institution coopérante: UNOPS

Montant du prêt: 15,1 millions de DTS (approximativement 20,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 26,5 millions de USD, dont 886 287 USD seront apportés par les bénéficiaires et 5,6 millions par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS

Montant du prêt: 10,8 millions de DTS (approximativement 13,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 21,1 millions de USD, dont 539 000 USD seront apportés par les bénéficiaires, 3,7 millions par le gouvernement, 1,8 million par le Luxembourg et 1,8 million par le PAM.

Institution coopérante: UNOPS

Inde

Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa

Le programme a pour objet d'améliorer de façon durable les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages tribaux pauvres en favorisant une exploitation rationnelle, équitable, autogérée et durable des ressources naturelles dont ils disposent et en créant des activités hors exploitation ou non agricoles.

Indonésie

Programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est

L'objectif d'ensemble est d'améliorer la situation socioéconomique des communautés locales les plus pauvres à Kalimantan Est. Plus précisément, le programme vise: i) à autonomiser les communautés locales en encourageant la création, sur des bases solides, d'organisations villageoises viables qui auront largement accès aux ressources productives et en contrôleront la gestion; ii) à faciliter l'apport des ressources techniques et financières nécessaires au développement économique des communautés; iii) à améliorer l'accès aux services villageois d'éducation et de santé ainsi que leur qualité et renforcer les infrastructures villageoises; iv) à établir les systèmes institutionnels nécessaires à l'enregistrement officiel des droits revendiqués par les villages sur les terres traditionnelles; et v) à mettre en place des services efficaces de gestion du programme.

Laos

Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai

Le but général du projet est la réduction durable de la pauvreté et l'amélioration de la situation socioéconomique de la population visée. Ses objectifs particuliers sont le renforcement de la sécurité alimentaire et financière, la rentabilisation de la terre et de la main-d'œuvre grâce à des pratiques agricoles viables, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires. Les résultats attendus sont les suivants: i) mobilisation et renforcement des communautés et de leurs organisations grâce à un développement fondé sur la participation et l'équité entre les sexes, et à des organismes publics et d'autres prestataires de services capables de répondre aux besoins des exploitants (hommes et femmes) tels qu'ils se seront exprimés au cours du processus de planification participative; ii) sensibilisation aux solutions de remplacement de la culture itinérante et de la production d'opium et aux possibilités d'améliorer les systèmes agricoles en altitude et la gestion des ressources naturelles, puis adoption de méthodes améliorées pour accroître durablement la production et les revenus agricoles; iii) amélioration de l'accès à des services financiers ruraux viables tenant compte de l'équilibre entre les sexes; iv) amélioration de l'accès à l'irrigation et à une eau de boisson non polluée, construction de dortoirs scolaires et de routes de desserte; enfin, v) mise en place d'un système de développement décentralisé et participatif qui fonctionne, la planification, le financement et l'exécution étant réglés et les services prévus dans le projet en faveur du groupe cible assurés en temps voulu, de façon durable et sur un mode participatif.

Mongolie

Programme de réduction de la pauvreté rurale

L'objectif à long terme du programme est de faire reculer durablement et équitablement la pauvreté au profit de quelque 80 000 ménages ruraux vulnérables vivant dans un environnement où les ressources naturelles se dégradent de plus en plus. Son objectif général est d'accroître durablement la capacité de production des pasteurs, des cultivateurs et du reste de la population, et d'améliorer l'accès aux ressources socioéconomiques, notamment l'éducation, la santé et les services sociaux. Les effets spécifiques des activités du programme seront les suivants: i) renforcement des systèmes de gestion des parcours et de la capacité de réaction des pasteurs en cas de catastrophe naturelle; ii) renforcement des services de soutien à l'élevage et création de fonds de secours d'urgence en prévision des hivers rigoureux; iii) création de services de vulgarisation pour l'élevage et l'agriculture tenant compte de la pauvreté et de l'équité entre les sexes, et mise en œuvre d'un programme de formation; iv) appui aux activités génératrices de revenus déjà établies; création d'environ 77 centres de promotion des activités génératrices de revenus; formation et fourniture d'intrants assurées à environ 18 000 producteurs de légumes; et participation de quelque 8 400 ménages non agricoles à la formation aux activités génératrices de revenus; v) création de services financiers ruraux attentifs aux problèmes de la pauvreté et à l'équité entre les sexes, et octroi d'environ 10 500 prêts accompagnés d'une formation, à des ménages d'éleveurs et autres; vi) amélioration des services sociaux ruraux: programmes de formation pour les ménages dirigés par une femme mis en œuvre par une association de femmes, remise en état des écoles rurales et des centres de santé, et formation du personnel; enfin, vii) création à tous les échelons dans la zone du programme d'organismes de gestion qui soient à l'écoute des bénéficiaires.

Montant du prêt: 11,2 millions de DTS (approximativement 14,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 19,1 millions de USD, dont 2,7 millions de USD seront apportés par le gouvernement et 1,6 million par des institutions financières nationales.

Institution coopérante: UNOPS

Récapitulatif des financements du FIDA dans la région

Pour cette région, cinq projets ont été approuvés en 2002, et dix autres se sont achevés. Les nouveaux projets approuvés pour un montant total de 97,1 millions de USD concernent les pays suivants: Chine, Inde, Indonésie, Laos et Mongolie. À la fin de 2002, le FIDA apportait son concours financier à un portefeuille de 46 projets en cours dans 17 pays emprunteurs, pour un montant total de 729,8 millions de USD provenant du FIDA; ces projets étaient en outre financés à hauteur de 1 028,2 millions de USD par d'autres sources externes, les gouvernements emprunteurs et les bénéficiaires. Les principaux partenaires de cofinancement qui opèrent dans la région sont notamment la BAsD, l'Australie, le Japon, le Royaume-Uni, le PNUD, le PAM et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes présentes dans la région sont la BAsD, l'UNOPS et la Banque mondiale/IDA.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Haïti

Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural

Le programme a pour objet de contribuer à réduire la pauvreté rurale grâce à l'augmentation durable des revenus et au renforcement de la sécurité alimentaire des ménages, notamment les plus pauvres, et à la gestion durable des ressources naturelles. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) renforcer les capacités locales et nationales de planification à la base, de gestion du développement socioéconomique, de conception et de mise en œuvre de microprojets, et d'utilisation du financement rural; ii) appuyer des initiatives productives identifiées et sélectionnées par les communautés ainsi que des activités intersectorielles qui en renforceront l'utilité grâce à la réduction des coûts des transactions commerciales, à l'amélioration de l'accès à l'information commerciale, à des technologies appropriées et à la promotion du développement des microentreprises rurales; enfin, iii) faciliter de manière durable l'accès aux services financiers des ménages ruraux pauvres, en particulier des femmes, des paysans sans terre et des jeunes.

Montant du prêt: 17,4 millions de DTS (approximativement 21,7 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 28,1 millions de USD, dont 4,3 millions seront apportés par les bénéficiaires, et 2,1 millions par le gouvernement (337 000 USD par le Fonds d'assistance économique et sociale).

Institution coopérante: UNOPS

Pérou

Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale

Le projet renforcera la stratégie de lutte contre la pauvreté conduite par le FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes, en vue de doter les pauvres des moyens nécessaires à l'amélioration de leur situation. Pour cela, il ciblera, renforcera et automatisera les institutions des ruraux pauvres, appliquera des méthodes participatives impulsées par la demande, exploitera les possibilités du marché et encouragera une production agricole viable et une utilisation durable des ressources naturelles. Le projet vise à accroître le capital humain, naturel, matériel, financier et social des hommes et des femmes exerçant des activités d'échelle modeste en exploitation et hors exploitation sur les hauts plateaux méridionaux, de façon à améliorer leurs moyens d'existence et à promouvoir des activités génératrices de revenus. Il s'agira notamment: i) d'améliorer les ressources naturelles des bénéficiaires, ii) de leur donner plus largement accès aux débouchés, et iii) d'inventorier leurs connaissances et d'en tirer parti. Le projet devrait permettre d'intensifier les échanges de biens et de services, de rendre les services financiers plus accessibles, de mettre en commun les savoirs et de favoriser la formation du capital.

Montant du prêt: 12,1 millions de DTS (approximativement 16,0 millions de USD) à des conditions ordinaires.

Coût total du projet: Estimé à 21,7 millions de USD, dont 4,6 millions seront apportés par les bénéficiaires et 1,2 million par le gouvernement.

Institution coopérante: SAD

République dominicaine

Programme de développement socioéconomique en faveur des populations vulnérables des provinces frontalières

La stratégie générale et la raison d'être du programme sont conformes aux politiques et priorités actuelles du gouvernement en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté ainsi qu'au cadre stratégique du FIDA et aux orientations opérationnelles et stratégiques du Fonds pour le pays, comme il ressort de la matrice conceptuelle du programme. La stratégie repose sur une approche globale visant à améliorer le capital humain et social et à favoriser la promotion économique du groupe cible. L'objectif général du programme consiste à donner aux organisations de ruraux pauvres établis le long de la frontière les moyens d'échapper à la pauvreté, à l'exclusion et à la discrimination en mettant en œuvre un programme socioéconomique de développement rural intégré et écologiquement viable. Plus précisément, les objectifs sont: i) de permettre aux organisations de base de participer véritablement au processus de prise de décisions et de développement socioéconomique au niveau local; ii) d'accroître sensiblement et durablement la capacité de la population cible à exercer des activités mieux rémunérées; iii) d'améliorer les conditions de vie et l'infrastructure sociale des bénéficiaires; iv) de renforcer les politiques, stratégies et outils opérationnels du gouvernement et de l'Oficina Nacional de Planificación en matière de décentralisation, de lutte contre la pauvreté et de développement régional; et v) de renforcer les partenariats avec certaines organisations commerciales de façon à favoriser la création de débouchés lucratifs et durables.

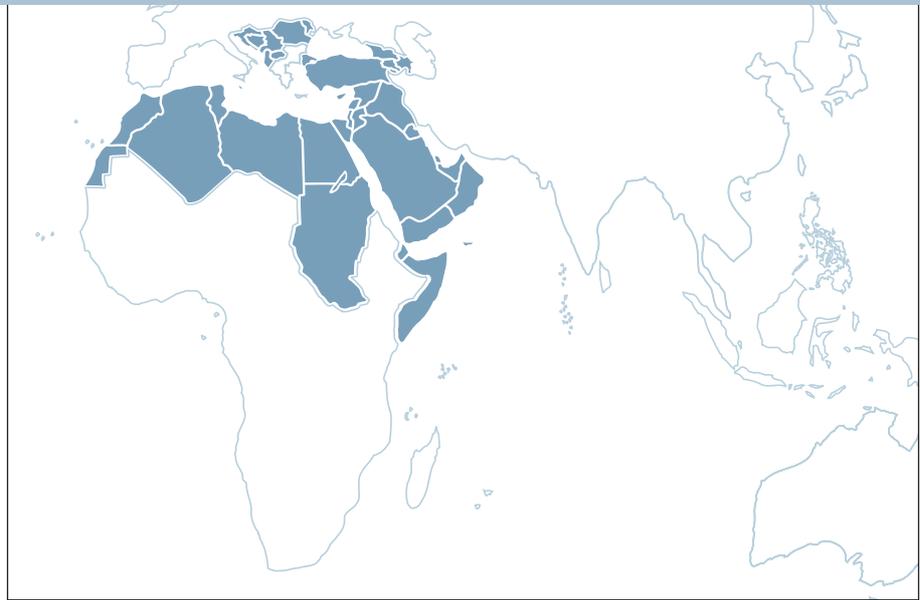
Montant du prêt: 10,6 millions de DTS (approximativement 14,0 millions de USD) à des conditions ordinaires.

Coût total du programme: Estimé à 24,0 millions de USD, dont 1,0 million à fournir par les bénéficiaires, 4,0 millions par le gouvernement, et 5,0 millions par le Fonds de l'OPEP.

Institution coopérante: UNOPS

Récapitulatif des financements du FIDA dans la région

Pour cette région, trois projets ont été approuvés en 2002, et deux autres se sont achevés. Les nouveaux projets approuvés, pour un montant total de 51,7 millions de USD, concernent les pays suivants: Haïti, Pérou et République dominicaine. À la fin de 2002, le FIDA apportait son concours financier à un portefeuille de 41 projets en cours dans 24 pays emprunteurs, pour un montant total de 531,8 millions de USD provenant du FIDA; ces projets étaient en outre financés à hauteur de 449,1 millions de USD par d'autres sources externes, les gouvernements emprunteurs et les bénéficiaires. Les principaux partenaires de cofinancement qui opèrent dans la région sont notamment la BCIE, la BID, la France, la Suisse, le Fonds de l'OPEP, la Banque mondiale/BIRD et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes présentes dans la région sont la BCIE, la SAD, la BDC, l'UNOPS, la Banque mondiale/BIRD et la Banque mondiale/IDA.



PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Montant du prêt: 2,8 millions de DTS (approximativement 3,6 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 3,9 millions de USD, dont 79 000 USD seront apportés par les bénéficiaires, 170 000 USD par le gouvernement et 101 000 USD par d'autres sources de financement.

Institution coopérante: UNOPS

Djibouti

Projet de développement du microfinancement et de la microentreprise

Le projet vise à réduire la pauvreté dans tout le pays grâce à un accroissement des revenus des ménages pauvres, qui auront plus largement accès aux services financiers et aux services de promotion de l'entreprise dans les zones rurales, périurbaines et urbaines. Ses principaux objectifs sont: i) d'établir un réseau viable de caisses d'épargne et de crédit qui offriront des services financiers aux bénéficiaires, ii) de mettre en place sur des bases durables des services autres que financiers et des services de promotion de l'entreprise fondés sur le marché, iii) de formuler et d'adopter une stratégie nationale du microfinancement et de la microentreprise assortie d'un cadre juridique et, enfin, iv) de renforcer et de diversifier les activités rémunératrices à l'intention du groupe cible.

Égypte

Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest

Le projet a pour but général d'améliorer les moyens de subsistance de la population cible grâce à une relance économique sur des bases viables et à une plus grande autonomie sociale. Ce but sera atteint par les moyens suivants: i) renforcement de la cohésion sociale et de la solidarité dans les villages; ii) accès sûr et équitable aux services d'appui indispensables au bien-être économique et social; iii) diversification et rentabilité de l'agriculture reposant sur une utilisation plus efficace de l'eau; iv) mise en place de dispositifs financièrement autonomes pour la prestation de services de crédit accessibles et efficaces; et v) diversification et consolidation de l'économie locale qui contribuera au progrès économique de l'ensemble du pays.

Montant du prêt: 14,6 millions de DTS (approximativement 18,5 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: Estimé à 54,8 millions de USD, dont 202 000 USD seront apportés par les bénéficiaires, 400 000 USD par la FAO, 30,1 millions de USD par le mécanisme de conversion de la dette italienne, et 5,5 millions de USD par le gouvernement.

Institution coopérante: UNOPS

Égypte

Deuxième projet de gestion des ressources dans la région de Matruh

Le premier projet avait été conçu essentiellement comme projet de gestion des ressources naturelles, alors que le deuxième aura pour objectif principal d'améliorer le bien-être des populations rurales les plus défavorisées et de contribuer au recul de la pauvreté par la conservation, la régénération et l'utilisation durable des ressources naturelles. Pour ce faire, les mesures suivantes sont prévues: i) aider les communautés, y compris les femmes et les pauvres, à s'organiser pour participer à la planification et à la réalisation collectives des activités de développement; ii) aider les communautés à conserver, régénérer, utiliser et gérer durablement les ressources naturelles en adoptant des dispositifs institutionnels appropriés à assise communautaire; iii) améliorer durablement la production de l'agriculture paysanne et de l'élevage, encourager les activités non agricoles génératrices de revenus en fonction de la demande, en ciblant principalement les femmes, et améliorer l'accès aux services techniques, financiers et commerciaux et aux filières commerciales, enfin, iv) améliorer l'accès aux débouchés et aux services sociaux essentiels.

Gaza et Cisjordanie

Projet de relèvement et de développement

L'objectif général du projet est d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance des communautés rurales palestiniennes en répondant à leurs besoins immédiats tout en contribuant à leur développement à plus long terme. Il est prévu à cet effet: i) de rétablir l'accès aux infrastructures sociales et physiques et aux services essentiels, qui seront remis en état et développés; ii) d'assurer des revenus immédiats par la création d'emplois liés à la remise en état et au développement des infrastructures; et iii) d'accroître les possibilités d'accès du groupe cible aux ressources nécessaires pour améliorer les possibilités d'activités rémunératrices.

Syrie

Projet de développement rural dans la région d'Idleb

Les principaux objectifs du projet sont d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus du groupe cible de paysans et de femmes rurales en développant les superficies cultivables, en améliorant l'accès à l'eau et en introduisant de meilleures méthodes de culture et de gestion de l'eau en vue d'une utilisation durable des sols et des ressources en eau.

Montant du prêt: 9,6 millions de DTS (approximativement 12,7 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: Estimé à 44,8 millions de USD, dont 4,4 millions de USD seront apportés par les bénéficiaires, 10,4 millions de USD par le gouvernement, 12,2 millions par l'IDA et 5,2 millions de USD par le FEM.

Institution coopérante: BIRD

Montant du prêt: 3,0 millions de USD alloués sur une durée de trois ans.

Coût total du projet: Estimé à 10,0 millions de USD, dont 400 000 USD seront fournis par le Fonds pour couverture de risques au titre du Programme d'aide et de développement pour la bande de Gaza et Jéricho et 500 000 USD par l'AAAID, 4,6 millions de USD restant à déterminer.

Institution coopérante: Le projet sera supervisé directement par le FIDA.

Montant du prêt: 13,3 millions de DTS (approximativement 17,6 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 46,2 millions de USD, dont 5,5 millions seront apportés par les bénéficiaires, 18,2 millions de USD par le FADES, 3,6 millions par le gouvernement et 1,3 million par le PNUD.

Institution coopérante: FADES

Montant du prêt: 14,1 millions de DTS (approximativement 18,7 millions de USD) à des conditions ordinaires.

Coût total du programme: Estimé à 44,3 millions de USD, dont 1,7 million à fournir par les bénéficiaires, 16,1 millions par le gouvernement, 7,0 millions par le Fonds de l'OPEP et 790 000 USD par des institutions financières nationales.

Institution coopérante: UNOPS

Tunisie

Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est

Les objectifs sont les suivants: i) contribuer à la régénération et à la gestion durable des pâturages naturels ainsi qu'à l'amélioration du secteur le plus rentable de l'agriculture, et ii) promouvoir les initiatives locales de création de revenus dans l'agriculture et dans d'autres secteurs comme l'artisanat, les services et l'écotourisme, qui répondront essentiellement aux besoins des femmes et des jeunes.

Yémen

Projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar

Le projet a pour objectif général de renforcer la sécurité alimentaire des agriculteurs de subsistance, d'accroître les revenus familiaux ainsi que d'améliorer les conditions de vie des petits paysans et des communautés villageoises du gouvernorat de Dhamar et renforcer leur participation aux actions de développement. À cette fin, il s'emploiera: i) à mettre les communautés, y compris les femmes et les pauvres, mieux à même de se mobiliser et de s'organiser pour participer à la planification du développement et à l'exécution des projets et en bénéficier directement; ii) à éliminer les principaux obstacles matériels, infrastructurels et sociaux à la productivité et au progrès; et iii) à équiper les ménages d'agriculteurs et les aider à accroître leur production pour qu'ils disposent des denrées alimentaires de base, produisent des excédents commercialisables et entreprennent des activités rémunératrices.

Montant du prêt: 10,9 millions de DTS (approximativement 14,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 22,7 millions de USD, dont 628 680 USD seront apportés par les bénéficiaires, 1,5 million par le gouvernement, 2,2 millions par les Pays-Bas et 4,4 millions par le PAM.

Institution coopérante: FADES

Récapitulatif des financements du FIDA dans la région

Pour cette région, sept projets ont été approuvés en 2002, et trois autres se sont achevés. Les nouveaux projets approuvés pour un montant total de 88,0 millions de USD concernent les pays suivants: Djibouti, Égypte, Gaza et Cisjordanie, Syrie, Tunisie et Yémen. À la fin de 2002, le FIDA apportait son concours financier à un portefeuille de 36 projets en cours dans 17 pays emprunteurs, pour un montant total de 487,6 millions de USD provenant du FIDA; ces projets étaient en outre financés à hauteur de 850,3 millions de USD par d'autres sources externes, les gouvernements emprunteurs et les bénéficiaires. Les principaux partenaires de cofinancement qui opèrent dans la région sont notamment le FADES, la BlSD, la France, les États-Unis, la Suisse, l'Allemagne, le Fonds de l'OPEP, la Banque mondiale/BIRD et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes présentes dans la région sont le FADES, l'UNOPS, la Banque mondiale/BIRD et la Banque mondiale/IDA.

Le FIDA a consenti des dons pour appuyer six programmes de recherche et de formation agricoles menées par des centres du GCRAI:

- un don de 1,2 million de USD a été octroyé au Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA) pour financer un programme de renforcement de la sécurité alimentaire dans la région de la vallée du Nil et de la mer Rouge: Mise au point et diffusion de technologies destinées à la production durable de céréales et de légumineuses vivrières d'hiver. Le programme a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus de ménages d'agriculteurs en Égypte, en Éthiopie, au Soudan et au Yémen grâce à la mise au point et au transfert de techniques améliorées en vue de relever la productivité et de stabiliser les rendements des cultures céréalières et des légumineuses vivrières;
- un don de 1,5 million de USD a été octroyé au Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) pour financer un programme de développement agricole intégré des hautes terres au moyen d'approches participatives en Chine, au Laos et au Viet Nam. Le but stratégique est d'améliorer les systèmes de subsistance des agriculteurs démunis sur les hautes terres escarpées de Chine, du Laos et du Viet Nam grâce à des innovations techniques et institutionnelles qui contribueront à faire reculer la pauvreté dans les communautés rurales autochtones et marginalisées;
- un don de 1,1 million de USD a été octroyé à l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) pour financer un programme de santé des petits ruminants – Amélioration des moyens de subsistance et des débouchés des agriculteurs pauvres au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Le programme vise à améliorer les moyens d'existence des paysans pauvres grâce à une amélioration de la santé des petits ruminants et une augmentation de la production;
- un don de 1,0 million de USD en faveur de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) pour financer le programme de mise au point et d'application de techniques durables de lutte intégrée contre les ravageurs et les maladies du manioc en Afrique subsaharienne. Il s'agira d'appliquer les techniques existantes tout en mettant au point de nouveaux moyens de lutte contre les principaux ravageurs et les principales maladies qui continuent de dévaster les cultures de manioc en Afrique subsaharienne. Le programme poursuivra l'application des méthodes classiques de lutte biologique contre le tétranyque vert et renforcera les capacités nationales de lutte biologique;
- un don de 1,5 million de USD à l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) et au Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) pour financer le programme de collaboration tendant à accélérer l'adoption de technologies pour améliorer les moyens de subsistance ruraux dans les plaines d'agriculture pluviale du Gange. Le programme a pour but de réduire la pauvreté rurale en améliorant les moyens de subsistance des agriculteurs grâce à des gains durables de productivité et à la diversification des cultures pluviales dans les plaines du Gange et de l'Indus;

- un don de 931 000 USD à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) pour favoriser l'autonomisation des ruraux pauvres dans des pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord dont les politiques sont instables. Le but est d'aider la région Proche-Orient et Afrique du Nord à apporter les changements institutionnels, politiques et réglementaires nécessaires pour améliorer la gouvernance au niveau local et l'autonomisation des ruraux pauvres.

Le FIDA a également accordé des dons à des centres de recherche agricole non rattachés au GCRAI:

- Neuf dons, représentant un montant de 762 000 USD au total, ont été accordés en faveur des activités suivantes: la stratégie de recherche agricole dans la région Asie et Pacifique; la recherche active participative au Cameroun, en Inde et en Afrique de l'Ouest; les techniques de culture durable pour les petits paysans de la zone tropicale du Brésil; les outils de ciblage du microfinancement.

Au cours de l'année, le FIDA a accordé un certain nombre de dons à d'autres programmes de recherche et d'assistance technique.

Dans cette catégorie, le Fonds a accordé 40 dons, pour un montant total de 13,5 millions de USD; 2,1 millions de USD ont été alloués au renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations, pour des conférences et des études, tandis que 11,4 millions de USD ont été affectés aux projets et programmes énumérés ci-dessous:

- un don de 1,0 million de USD en faveur de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour financer un programme de gestion des ressources marines de la mer Rouge. L'objectif à long terme est de mettre en place un cadre législatif régional pour la gestion durable et l'évaluation des ressources marines de la mer Rouge, de façon à préserver les ressources dont dépendent les pêcheurs artisanaux.
- un don de 1,5 million de USD a été octroyé au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en faveur du Programme FIDAFRIQUE II: Création d'un réseau régional d'information en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il s'agit d'accroître l'efficacité des projets financés par le FIDA dans la région et de leurs partenaires en matière de rassemblement, d'échange et d'utilisation de l'information sur les bonnes pratiques en matière de développement rural, de lutte contre la pauvreté et de mise en œuvre des projets, principalement en faisant appel aux moyens de communication électroniques;
- un don de 1,5 million de USD a été octroyé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en faveur du projet pilote de réseau de savoirs intéressant le monde rural en Afrique orientale. Le projet pilote sera centré sur deux activités: i) adapter la teneur de l'information technique existante aux besoins des agriculteurs, et ii) offrir cette information sous une forme exploitable par les prestataires locaux de services comme les ONG, les organisations à assise communautaire (OAC), les agents locaux de vulgarisation ainsi que, durant la dernière année sur laquelle portera le don, les agriculteurs eux-mêmes;
- un don de 1,0 million de USD a été octroyé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) en faveur du programme relatif à la mise en réseau électronique de projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP) – phase II. Le principal objectif de cette deuxième phase est de renforcer l'impact des projets financés par le Fonds sur les conditions de vie des communautés rurales pauvres de la région Asie et Pacifique en développant et en accélérant la mise en réseau et le partage des connaissances à tous les niveaux;

- un don de 913 000 USD a été octroyé au Réseau international de méthodologie de recherche sur les systèmes d'exploitation agricole (RIMISP) pour financer le Réseau FIDAMERICA – phase III, un ensemble de projets et programmes bénéficiant de l'appui du FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes. Comme le prévoit le cadre stratégique du FIDA, le Fonds doit devenir un centre de savoirs et développer son rôle d'innovateur par un processus d'apprentissage mutuel et de mise en commun des données d'expérience avec les autres parties prenantes actives sur le terrain. Le programme aura pour objectif général de promouvoir et de faciliter la communication et les processus d'apprentissage afin d'améliorer l'efficacité et la rentabilité des actions de lutte contre la pauvreté appuyées par le FIDA en Amérique latine et aux Caraïbes;
- un don de 587 000 USD en faveur de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) pour le programme d'appui aux microentreprises rurales en Amérique latine et aux Caraïbes (PROMER) – phase II. Le programme a pour but d'améliorer la compétitivité des microentreprises et des petites entreprises rurales implantées dans les zones géographiques couvertes par les projets du FIDA en proposant une gamme intégrée de services tels que formation, information, assistance technique spécialisée, gestion des savoirs et promotion de microentreprises rentables;
- un don de 600 000 USD en faveur de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté à l'appui de ses programmes, activités et services globaux. Ce don servira à soutenir la mise en place officielle du Conseil exécutif et de la structure d'administration de la Coalition; à passer à la phase suivante du réseau de savoirs et en assurer la gestion; à administrer les projets relevant du mécanisme de potentialisation des communautés ainsi que les relations avec les pays concernés; à mettre en place la plate-forme commune sur l'accès à la terre; enfin à renforcer les moyens de communication pour diffuser aux partenaires connaissances, données d'expérience et informations sur les réseaux;
- un don de 1,3 million de USD en faveur du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CLD), pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'action et d'initiatives connexes – deuxième tranche. Ce don servira à mobiliser de nouveaux fonds pour permettre au Mécanisme mondial de répondre au nombre croissant de demandes émanant de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, d'ONG et d'organisations communautaires;
- un don de 3,0 millions de USD pour le projet de relèvement et de développement à Gaza et en Cisjordanie (voir résumé des projets et programmes 2002).